

Union internationale de coopération en matière de brevets (Union du PCT)

Assemblée

**Quarante-huitième session (28^e session extraordinaire)
Genève, 3 – 11 octobre 2016**

NOMINATION DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

Document établi par le Bureau international

RÉSUMÉ

1. Le présent document contient des informations destinées à l'assemblée afin qu'elle se prononce sur la nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Ces informations comprennent la demande de nomination présentée par le président de l'Institut turc des brevets, assortie des documents à l'appui ainsi que l'avis du Comité de coopération technique du PCT relatif à cette nomination. Le présent document contient également le texte du projet d'accord concernant les fonctions de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international qui doit être approuvé par l'assemblée.

GÉNÉRALITÉS

2. La nomination des administrations chargées de la recherche internationale et des administrations chargées de l'examen préliminaire international selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) relève de l'assemblée et est régie par les articles 16.3) et 32.3) du PCT. Il découle des règles 36.1.iv) et 63.1.iv) du règlement d'exécution du PCT que tout

office ou organisation nommé l'est à la fois comme administration chargée de la recherche internationale et comme administration chargée de l'examen préliminaire international.

3. Dans une lettre datée du 15 décembre 2015, dont le texte figure à l'annexe I du document PCT/CTC/29/2, joint au présent document, le président de l'Institut turc des brevets, M. Habip Asan, a indiqué au Directeur général que l'Institut turc des brevets souhaitait demander sa nomination par l'Assemblée en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le PCT, et a demandé à ce que le Comité de coopération technique du PCT soit saisi de la question pour avis comme le préconise l'article 16.3)e), et à ce que la question soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée pour décision lors de la cinquante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, qui doit se tenir du 3 au 11 octobre 2016. Les documents présentés à l'appui de la demande, reçus le 15 mars 2016 par le Bureau international, figurent dans les annexes II à VI du document PCT/CTC/29/2, jointes au présent document.

AVIS DU COMITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE DU PCT

4. En vertu des articles 16.3)e) et 32.3) du PCT, avant de prendre une décision quant à la nomination d'un office ou d'une organisation en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, l'assemblée doit entendre l'office ou l'organisation en cause et prendre l'avis du Comité de coopération technique du PCT.

5. Le Comité de coopération technique du PCT a rendu son avis concernant la nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international à sa vingt-neuvième session, tenue à Genève du 17 au 20 mai 2016 (voir le résumé de cette session présenté par le président, document PCT/CTC/29/3, joint au présent document). Le paragraphe 12 du document PCT/CTC/29/3 résume l'avis du comité en ces termes :

"12. Le comité est convenu à l'unanimité de recommander à l'Assemblée de l'Union du PCT que l'Institut turc des brevets soit nommé en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT".

PROJET D'ACCORD CONCERNANT LES FONCTIONS DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

6. Conformément aux articles 16.3)b) et 32.3) du PCT, la nomination d'une administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international dépend de la conclusion d'un accord, qui doit être approuvé par l'assemblée, entre l'office ou l'organisation en question et le Bureau international. Un projet d'accord entre l'Institut turc des brevets et le Bureau international figure à l'annexe du présent document. Ses articles sont identiques aux dispositions correspondantes des accords relatifs à des administrations existantes telles qu'approuvées par l'assemblée à sa quarantième session, à l'exception des dispositions de l'article 10 concernant le renouvellement de l'accord au-delà du 31 décembre 2017, qui ont été modifiées pour tenir compte du fait que les négociations en vue de la prolongation de la nomination des administrations existantes chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international sont déjà engagées. Un commentaire figure par ailleurs à l'alinéa 2 de l'article 12 concernant l'extinction de l'accord.

7. Si l'assemblée approuve la nomination, celle-ci prendra effet à la date d'entrée en vigueur de l'accord entre l'Institut turc des brevets et le Bureau international. Cela se produira lorsque l'Institut turc des brevets sera prêt à débiter ses activités en qualité d'administration internationale. Le paragraphe d) de l'accord de principe sur les procédures de nomination des administrations internationales, adopté par l'assemblée à sa quarante-sixième session

(27^e session extraordinaire) qui s'est tenue du 22 au 30 septembre 2014, fournit les précisions suivantes en ce qui concerne les différentes étapes :

“d) Il est entendu que tout office qui présente sa candidature doit remplir tous les critères matériels applicables au moment de sa nomination par l'assemblée et être prêt à débiter ses activités en qualité d'administration internationale dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 18 mois qui suivent sa nomination. En ce qui concerne l'exigence selon laquelle l'office qui présente sa candidature doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale, lorsqu'un tel système n'est pas encore en place au moment de la nomination par l'assemblée, il suffit que ce système soit complètement programmé et, de préférence, que des systèmes similaires soient déjà opérationnels en ce qui concerne les travaux de recherche et d'examen nationaux pour témoigner d'une expérience appropriée.

8. Selon l'article 10 du projet d'accord, l'accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017, c'est-à-dire jusqu'à la même date que les accords relatifs à toutes les administrations existantes.

9. *L'Assemblée de l'Union du PCT est invitée, conformément aux articles 16.3) et 32.3) du PCT,*

i) à entendre le représentant de l'Institut turc des brevets et à tenir compte de l'avis du Comité de coopération technique du PCT figurant au paragraphe 5 du document PCT/A/48/4;

ii) à approuver le texte du projet d'accord entre l'Institut turc des brevets et le Bureau international qui figure à l'annexe du document PCT/A/48/4; et

iii) à nommer l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international pour la période comprise entre l'entrée en vigueur dudit accord et le 31 décembre 2017.

[L'annexe et les documents PCT/CTC/29/2 et PCT/CTC/29/3 suivent]

Projet d'accord

entre l'Institut turc des brevets
et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

concernant les fonctions de l'Institut turc des brevets
en qualité d'administration chargée de la recherche internationale
et d'administration chargée de l'examen préliminaire international
au titre du Traité de coopération en matière de brevets

Préambule

L'Institut turc des brevets et le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

Considérant que l'Assemblée de l'Union du PCT, après avoir entendu l'avis du Comité de coopération technique du PCT, a nommé l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international au titre du Traité de coopération en matière de brevets, et approuvé le présent accord conformément aux articles 16.3) et 32.3),

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier Termes et expressions

- 1) Aux fins du présent accord, on entend par
 - a) "traité" le Traité de coopération en matière de brevets;
 - b) "règlement d'exécution" le règlement d'exécution du traité;
 - c) "instructions administratives" les instructions administratives du traité;
 - d) "article" un article du traité (sauf quand il est fait expressément référence à un article du présent accord);
 - e) "règle" une règle du règlement d'exécution;
 - f) "État contractant" un État partie au traité;
 - g) "Administration" l'Institut turc des brevets;
 - h) "Bureau international" le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

- 2) Aux fins du présent accord, tous les autres termes et expressions utilisés dans ledit accord qui sont également employés dans le traité, le règlement d'exécution ou les instructions administratives ont le même sens que dans le traité, le règlement d'exécution et les instructions administratives.

Article 2 Obligations fondamentales

- 1) L'Administration procède à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international conformément aux dispositions du traité, du règlement d'exécution, des instructions administratives et du présent accord et assume toutes autres fonctions confiées aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l'examen préliminaire international en vertu de ces dispositions.
- 2) Pour procéder à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international, l'Administration applique et observe toutes les règles communes à la recherche internationale et à l'examen préliminaire international et se conforme notamment aux Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.
- 3) L'Administration assure le fonctionnement d'un système de gestion de la qualité conformément aux exigences prévues dans les Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.
- 4) L'Administration et le Bureau international, eu égard à leurs tâches respectives telles que prévues par le traité, le règlement d'exécution, les instructions administratives et le présent accord, se prêtent mutuellement assistance, dans la mesure qu'ils jugent l'un et l'autre appropriée, pour l'exécution desdites tâches.

Article 3 Compétence de l'Administration

- 1) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de la recherche internationale à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de la recherche internationale, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant.
- 2) L'Administration agit en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international à l'égard de toute demande internationale déposée auprès de l'office récepteur de tout État contractant, ou agissant pour tout État contractant, indiqué à l'annexe A du présent accord, à condition que l'office récepteur l'ait désignée à cette fin, que la demande, ou une traduction de celle-ci remise aux fins de l'examen préliminaire international, soit dans la langue ou dans l'une des langues indiquées à l'annexe A du présent accord et, le cas échéant, que l'Administration ait été choisie par le déposant et que toute autre condition précisée dans l'annexe A du présent accord au sujet d'une telle demande soit remplie.
- 3) Lorsqu'une demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), les alinéas 1) et 2) s'appliquent comme si la demande avait été déposée auprès d'un office récepteur compétent en vertu de la règle 19.1.a)i) ou ii), b) ou c) ou de la règle 19.2.i).
- 4) L'Administration effectue des recherches internationales supplémentaires conformément à la règle 45bis portant au moins sur les documents mentionnés dans l'annexe E du présent accord, sous réserve des limitations et des conditions énoncées dans cette annexe.

Article 4
Objets pour lesquels la recherche et l'examen ne sont pas obligatoires

En vertu, respectivement, de l'article 17.2)a)i) et de l'article 34.4)a)i), l'Administration n'est pas tenue d'effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international dans la mesure où elle considère que la demande internationale concerne un objet visé à la règle 39.1 ou à la règle 67.1, selon le cas, à l'exception des objets indiqués à l'annexe B du présent accord.

Article 5
Taxes et droits

1) Un barème de toutes les taxes requises par l'Administration, ainsi que de tous les autres droits que l'Administration peut percevoir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, figure à l'annexe C du présent accord.

2) Sous réserve des conditions et limites indiquées à l'annexe C du présent accord, l'Administration

- i) rembourse tout ou partie de la taxe de recherche acquittée, ou supprime ou réduit la taxe de recherche, lorsque le rapport de recherche internationale peut se baser entièrement ou partiellement sur les résultats d'une recherche effectuée antérieurement (règles 16.3 et 41.1);
- ii) rembourse la taxe de recherche lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant le début de la recherche internationale.

3) L'Administration rembourse, aux conditions et dans les limites indiquées à l'annexe C du présent accord, tout ou partie de la taxe d'examen préliminaire acquittée lorsque la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée (règle 58.3), ou bien lorsque la demande d'examen préliminaire international ou la demande internationale est retirée par le déposant avant le début de l'examen préliminaire international.

Article 6
Classification

Aux fins des règles 43.3.a) et 70.5.b), l'Administration utilise uniquement la Classification internationale des brevets.

Article 7
Langues utilisées par l'Administration pour la correspondance

L'Administration utilise, aux fins de la correspondance (y compris les formulaires), à l'exclusion de la correspondance échangée avec le Bureau international, la langue ou l'une des langues indiquées à l'annexe D, compte tenu de la langue ou des langues indiquées à l'annexe A et de la langue ou des langues dont l'usage est autorisé par l'Administration conformément à la règle 92.2.b).

Article 8
Recherche de type international

L'Administration effectue des recherches de type international dans les limites qu'elle fixe.

Article 9
Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur à une date notifiée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle par l'Administration, cette date étant postérieure d'au moins un mois à la date de ladite notification.

Article 10
Durée et renouvellement

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017. Les parties au présent accord entameront des négociations en vue de le renouveler au plus tard un mois après la date à laquelle l'accord entrera en vigueur.

[COMMENTAIRE : l'article 10 a été modifié par rapport au texte standard d'autres accords, qui spécifie que juillet 2016 est la date limite à laquelle les négociations aux fins du renouvellement doivent être engagées.]

Article 11
Modification

1) Sans préjudice des alinéas 2) et 3), les parties peuvent convenir de modifications à apporter au présent accord, sous réserve de leur approbation par l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets; ces modifications prennent effet à la date convenue entre les parties.

2) Sans préjudice de l'alinéa 3), le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Administration peuvent convenir de modifications à apporter aux annexes du présent accord; nonobstant les dispositions de l'alinéa 4), ces modifications prennent effet à la date convenue entre eux.

3) L'Administration peut, par notification adressée au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle,

- i) compléter les indications relatives aux États et aux langues figurant à l'annexe A du présent accord;
- ii) modifier le barème de taxes et de droits figurant à l'annexe C du présent accord;
- iii) modifier les indications relatives aux langues utilisées pour la correspondance figurant à l'annexe D du présent accord.
- iv) modifier les indications et les renseignements relatifs aux recherches internationales supplémentaires figurant à l'annexe E du présent accord.

4) Toute modification notifiée conformément à l'alinéa 3) prend effet à la date indiquée dans la notification; toutefois, toute modification concernant la monnaie dans laquelle sont exprimés les taxes ou droits indiqués à l'annexe C ou leur montant, toute adjonction de nouvelles taxes ou de nouveaux droits, ou toute modification des conditions et des limites des remboursements ou des réductions de taxes indiquées à l'annexe C ne prend effet que deux mois au moins après la date de réception de la notification par le Bureau international.

Article 12
Extinction

- 1) Le présent accord prend fin avant le 31 décembre 2017
 - i) si l'Administration notifie par écrit au Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle son intention de mettre fin au présent accord; ou
 - ii) si le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle notifie par écrit à l'Administration son intention de mettre fin au présent accord.

2) L'extinction du présent accord conformément à l'alinéa 1) prend effet un an après réception de la notification par l'autre partie, sauf si un délai plus long est précisé dans la notification ou si les deux parties conviennent d'un délai plus court.

[COMMENTAIRE : il est proposé de ne pas modifier l'alinéa 2) de l'article 12, malgré le fait que, si l'accord est signé le 1^{er} janvier 2017 ou après, le délai d'extinction d'un an en vertu de l'alinéa 2) expirerait seulement après que l'accord aura pris fin conformément à l'article 10. Dans l'éventualité peu probable où il devrait être mis fin à l'accord conformément à l'alinéa 1) de l'article 12 avant le 31 décembre 2017, les parties devraient convenir, conformément à l'alinéa 2), d'un délai d'extinction qui devrait être plus court que le délai d'un an prévu à l'alinéa 2)].

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent accord.

Fait à [ville], le [date], en langue .

Pour l'Institut turc des brevets :

Pour le Bureau international de
l'Organisation Mondiale de la Propriété
Intellectuelle :

...

...

Annexe A
États et langues

Conformément à l'article 3 de l'accord, l'Administration spécifie

- i) les États suivants pour lesquels elle agira :
 - a) la Turquie;
 - b) tout autre État contractant, conformément aux obligations qu'elle assume dans le cadre de l'Organisation européenne des brevets;
- ii) les langues suivantes qu'elle acceptera :
anglais, turc.

Annexe B
Objets non exclus de la recherche ou de l'examen

Les objets visés à la règle 39.1 ou 67.1 qui, conformément à l'article 4 de l'accord, ne sont pas exclus de la recherche ou de l'examen sont les suivants :

tout objet qui est soumis à la recherche ou à l'examen selon la procédure nationale de délivrance des brevets conformément aux dispositions de la législation turque sur les brevets.

Annexe C
Taxes et droits

Partie I. Barème de taxes et de droits

<i>Type de taxe ou de droit</i>	<i>Montant (EUR)</i>
Taxe de recherche (règle 16.1.a))	...
Taxe additionnelle (règle 40.2.a))	...
Taxe de recherche supplémentaire pour les recherches effectuées dans les documents rédigés en turc figurant dans la collection de l'Administration (règle 45bis.3.a))	...
Taxe d'examen préliminaire (règle 58.1.b))	...
[Taxe pour paiement tardif de la taxe d'examen préliminaire	montant prévu par la règle 58bis.2]
Taxe additionnelle (règle 68.3.a))	...
[Taxe de réserve (règles 40.2.e) et 68.3.e))	...]
[Taxe pour remise tardive de listages des séquences (règle 13ter.1.c))	...]
Taxe pour la délivrance de copies (règles 44.3.b), 71.2.b) et 94.2)	...

Partie II. Conditions et limites des remboursements ou des réductions de taxes

1) Toute somme payée par erreur, sans raison ou en excédent par rapport au montant dû au titre des taxes indiquées dans la partie I est remboursée.

2) Lorsque la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée en vertu de l'article 14.1), 3) ou 4) avant le début de la recherche internationale, le montant de la taxe de recherche qui a été acquitté est intégralement remboursé.

3) Lorsque l'Administration peut utiliser les résultats d'une recherche antérieure, elle rembourse 50% de la taxe de recherche payée.

4) Dans les cas prévus à la règle 58.3, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

5) Lorsque la demande internationale ou la demande d'examen préliminaire international est retirée avant le début de l'examen préliminaire international, le montant de la taxe d'examen préliminaire qui a été acquitté est intégralement remboursé.

6) L'Administration rembourse la taxe de recherche supplémentaire si, avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a), la demande de recherche supplémentaire est réputée n'avoir pas été présentée en vertu de la règle 45bis.5.g).

7) L'Administration rembourse la taxe de recherche supplémentaire si, après réception des documents indiqués à la règle 45bis.4.e)i) à iv), mais avant qu'elle ait commencé la recherche internationale supplémentaire conformément à la règle 45bis.5.a), elle est informée du retrait de la demande internationale ou de la demande de recherche supplémentaire.

Annexe D

Langues utilisées pour la correspondance

Conformément à l'article 7 de l'accord, l'Administration spécifie les langues suivantes :

anglais, turc.

[Annexe E

Recherche internationale supplémentaire : documents sur lesquels porte la recherche;
limitations et conditions

1) L'Administration acceptera les demandes de recherche internationale supplémentaire rédigées dans les langues mentionnées à l'annexe D.

2) La recherche internationale supplémentaire porte au moins sur les documents rédigés en turc figurant dans la collection de l'Administration;

3) L'Administration informe le Bureau international lorsque la demande de recherche internationale supplémentaire nécessite clairement des ressources supérieures aux ressources disponibles ainsi que lorsque les conditions normales ont été rétablies.]

[Le document PCT/CTC/29/2 suit]

Traité de coopération en matière de brevets (PCT) **Comité de coopération technique**

Vingt-neuvième session
Genève, 17 – 20 mai 2016

NOMINATION DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

Document établi par le Bureau international

INTRODUCTION

1. Le comité est invité à donner son avis à l'Assemblée de l'Union du PCT sur la nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT.

GÉNÉRALITÉS

2. Dans une lettre datée du 15 décembre 2015, dont le texte figure à l'annexe I, le président de l'Institut turc des brevets, M. Habip Asan, a indiqué au Directeur général que l'Institut turc des brevets souhaitait demander sa nomination par l'Assemblée de l'Union du PCT en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le PCT, et a demandé à ce que le Comité de coopération technique du PCT soit saisi de la question pour avis comme le préconise l'article 16.3)e), et à ce que la question soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'Union du PCT pour décision lors de la cinquante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, qui doit se tenir du 3 au 11 octobre 2016.

3. Les documents présentés à l'appui de la demande, reçus le 15 mars 2016 par le Bureau international, figurent dans les annexes II à VI du présent document :

- a) l'annexe II contient le texte de la lettre du président de l'Institut turc des brevets au Directeur général de l'OMPI accompagnant les documents présentés à l'appui de la demande de nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international;
- b) l'annexe II contient la demande de nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international;
- c) l'annexe IV contient le rapport initial de l'Institut turc des brevets concernant son système de gestion de la qualité;
- d) l'annexe V contient le rapport de l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) concernant l'assistance qu'il a fournie à l'Institut turc des brevets afin de déterminer dans quelle mesure ce dernier remplit les critères applicables à la nomination, conformément au paragraphe a) de l'accord de principe sur les procédures de nomination des administrations internationales adopté par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session (27^e session extraordinaire), qui s'est tenue en 2014 (le texte de l'accord de principe est reproduit ci-dessous au paragraphe 6);
- e) l'annexe VI contient le rapport de l'Office espagnol des brevets et des marques concernant l'assistance qu'il a fournie à l'Institut turc des brevets afin de déterminer dans quelle mesure ce dernier remplit les critères applicables à la nomination, conformément au paragraphe a) de l'accord de principe sur les procédures de nomination des administrations internationales adopté par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session (27^e session extraordinaire), qui s'est tenue en 2014 (le texte de l'accord de principe est reproduit ci-dessous au paragraphe 6).

4. La nomination des administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT relève de l'Assemblée de l'Union du PCT et elle est régie par les articles 16 et 32.3) du PCT.

5. En vertu des articles 16.3)e) et 32.3) du PCT, avant de prendre une décision sur cette nomination, l'assemblée doit solliciter l'avis du Comité de coopération technique du PCT.

6. À sa quarante-sixième session (27^e session extraordinaire), qui s'est tenue à Genève du 22 au 30 septembre 2014, l'Assemblée de l'Union du PCT a adopté l'accord de principe suivant sur les procédures de nomination des administrations internationales :

"Procédures de nomination des administrations internationales :

"a) Tout office national ou organisation intergouvernementale (ci-après dénommés "office") candidat à la nomination est vivement encouragé à demander l'assistance d'une ou plusieurs administrations internationales existantes avant de présenter sa candidature formelle, afin de déterminer plus précisément dans quelle mesure il remplit les critères.

"b) Toute candidature d'un office en vue de sa nomination en qualité d'administration internationale doit être présentée avec une marge suffisante avant sa soumission à l'Assemblée de l'Union du PCT afin de laisser au Comité de coopération technique du PCT (CTC) le temps de procéder à un examen approprié. Le CTC devrait se réunir en qualité d'organe d'experts au moins trois mois avant l'Assemblée de l'Union du PCT, si possible en marge d'une session du Groupe de travail du PCT (généralement convoquée

en mai-juin), afin de pouvoir donner à l'Assemblée de l'Union du PCT un avis éclairé sur la candidature.

“c) En conséquence, une demande écrite invitant le Directeur général à convoquer le CTC doit être envoyée par l'office de préférence avant le 1^{er} mars de l'année au cours de laquelle la candidature doit être examinée par l'Assemblée de l'Union du PCT et, en tout état de cause, suffisamment tôt pour permettre au Directeur général d'envoyer les lettres de convocation deux mois au moins avant l'ouverture de la session du comité.

“d) Il est entendu que tout office qui présente sa candidature doit remplir tous les critères matériels applicables au moment de sa nomination par l'assemblée et être prêt à débiter ses activités en qualité d'administration internationale dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 18 mois qui suivent sa nomination. En ce qui concerne l'exigence selon laquelle l'office qui présente sa candidature doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale, lorsqu'un tel système n'est pas encore en place au moment de la nomination par l'assemblée, il suffit que ce système soit complètement programmé et, de préférence, que des systèmes similaires soient déjà opérationnels en ce qui concerne les travaux de recherche et d'examen nationaux pour témoigner d'une expérience appropriée.

“e) Tout document étayant la candidature de l'office à prendre en considération par le CTC doit être soumis au Directeur général au plus tard deux mois avant l'ouverture de la session du CTC.

“f) La candidature doit ensuite être soumise à l'Assemblée de l'Union du PCT (habituellement convoquée en septembre-octobre), assortie de tout avis à cet égard donné par le CTC, afin qu'elle se prononce sur la candidature.”

7. En outre, l'Assemblée a décidé que les procédures de nomination des administrations internationales énoncées dans l'accord de principe ci-dessus s'appliquaient à toute demande de nomination en qualité d'administration internationale soumise après la clôture de sa quarante-sixième session (27^e session extraordinaire).

8. L'avis du comité, qui est demandé dans le présent document, sera communiqué à l'Assemblée pendant sa quarante-huitième session, qui se tiendra du 3 au 11 octobre 2016.

CONDITIONS À REMPLIR

9. La règle 36.1 du règlement d'exécution du PCT, reproduite ci-après, énonce les exigences minimales à remplir par un office pour pouvoir agir en qualité d'administration chargée de la recherche internationale :

“Les exigences minimales mentionnées à l'article 16.3)c) sont les suivantes :

“i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches;

“ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34, ou avoir accès à cette documentation minimale, laquelle doit être disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche et se présenter sur papier, sur microforme ou sur un support électronique;

“iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter et

possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite;

“iv) cet office ou cette organisation doit disposer d’un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d’évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale;

“v) cet office ou cette organisation doit être nommé en qualité d’administration chargée de l’examen préliminaire international.”

10. La règle 63.1 du règlement d’exécution du PCT énonce des exigences minimales équivalentes pour les administrations chargées de l’examen préliminaire international, à l’exception du point v), qui exige la nomination de l’office en qualité d’administration chargée de la recherche internationale, de sorte que, pour que ces exigences soient remplies, il est indispensable que l’office soit nommé à la fois en qualité d’administration chargée de la recherche internationale et d’administration chargée de l’examen préliminaire international.

11. Le comité est invité à faire part de son avis sur cette question.

[Les annexes suivent]

LETTRE DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'OMPI DEMANDANT LA CONVOCATION DU COMITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE
DU PCT

M. Francis Gurry
Directeur général
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
34 Chemin des Colombettes
CH-1211 Genève 20
Suisse

Réf. : 2015-0E-556433
Date : 15 décembre 2015

Monsieur le Directeur général,

L'Institut turc des brevets souhaiterait demander sa nomination par l'Assemblée de l'Union du PCT en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Nous nous permettons donc de demander que le Comité de coopération technique du PCT (PCT/CTC) soit saisi de la question pour avis, comme le préconise l'article 16.3)e) du PCT, et que la question soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'Union du PCT pour décision lors de la cinquante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, qui doit avoir lieu du 3 au 11 octobre 2016. Nous comprenons que la réunion du Comité de coopération technique du PCT se tiendra en parallèle de la neuvième session du Groupe de travail du PCT, qui doit avoir lieu du 17 au 20 mai 2016, conformément à l'accord de principe sur les "Procédures de nomination des administrations internationales" adoptées par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session, tenue à Genève du 22 au 30 septembre 2014. Comme le prévoit ledit accord de principe, nous vous adresserons la version définitive officielle de notre demande au moins deux mois avant l'ouverture de la session du Comité de coopération technique du PCT.

Je tiens à souligner ici la très grande capacité d'initiative dont ont fait preuve M. Claus Matthes et M. Thomas Marlow à l'occasion de la mission qu'ils ont menée le 10 décembre 2015 à Ankara, et à dire que leur contribution va grandement faciliter le travail qui nous attend.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée.

M. Habip ASAN

[L'annexe II suit]

TEXTE DE LA LETTRE DU PRÉSIDENT DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS AU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMPI ACCOMPAGNANT LES DOCUMENTS PRÉSENTÉS
À L'APPUI DE LA DEMANDE DE NOMINATION DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS
EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE
ET D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

M. Francis Gurry
Directeur général
Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
34 Chemin des Colombettes
CH-1211 Genève 20
Suisse

Réf. : 2016-0E-117993
Date : 15 mars 2016

Monsieur le Directeur général,

Nous avons le plaisir de vous faire tenir par les présentes les documents destinés à étayer la candidature de l'Institut turc des brevets en vue de sa nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT), afin d'obtenir l'avis du Comité de coopération technique du PCT (CTC) et la décision de l'Assemblée de l'Union du PCT au cours de la cinquante-sixième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI qui se tiendra à Genève du 3 au 11 octobre 2016.

Les premiers préparatifs de cette demande ont été engagés à l'occasion d'une mission technique en Turquie de la Division du développement fonctionnel du PCT de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), et les travaux ayant conduit à son élaboration ont été facilités par les très grandes capacités dont ont fait preuve M. Claus Matthes et son équipe.

Peu après cette mission de l'OMPI, l'Institut turc des brevets a reçu la visite de deux équipes d'experts, respectivement de l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) et de l'Office espagnol des brevets et des marques, qui ont procédé séparément à des évaluations de l'infrastructure physique et technique de l'Institut, conformément à l'accord de principe concernant les procédures de nomination des administrations internationales adopté par l'Assemblée de l'Union du PCT à sa quarante-sixième session tenue à Genève du 22 au 30 septembre 2014. Ces missions ont toutes deux été conduites avec une parfaite diligence, et les équipes du KIPO et de l'Office espagnol des brevets et des marques ont été toutes deux d'un secours considérable à l'Institut turc des brevets dans la préparation de sa demande. C'est donc avec plaisir que je vous fais parvenir ci-joint le formulaire de demande de notre Institut, accompagné du rapport de gestion de la qualité et des rapports d'évaluation du KIPO et de l'Office espagnol des brevets et des marques.

Dix années d'investissements en ressources humaines et en capacités informatiques ont permis de faire de l'Institut turc des brevets un office autonome, capable d'assurer pour toutes les classes de la CIB des services de recherche et d'examen de haute qualité qui étaient autrefois externalisées. Nous estimons, par conséquent, que l'Institut turc des brevets a la maturité nécessaire pour satisfaire aux exigences minimales applicables à la nomination en

qualité d'administration internationale, et sommes fermement convaincus qu'il apportera à son niveau régional une contribution considérable au système international des brevets.

Nous voudrions saisir cette occasion pour vous remercier, M. le Directeur général, du soutien constant que vous nous avez manifesté, et tenons à exprimer notre gratitude aux services de l'OMPI pour l'appui sincère et excellent qu'ils nous ont apporté.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de notre haute considération.

Habip ASAN
Président

Pièces jointes :

1. Demande de nomination en qualité d'administration internationale
2. Rapport initial concernant le système de gestion de la qualité (QMS)
3. Rapport d'évaluation de l'Office coréen de la propriété intellectuelle
4. Rapport d'évaluation de l'Office espagnol des brevets et des marques

[L'annexe III suit]

NOMINATION DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS
EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE
DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET
DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SELON LE PCT



**DEMANDE DE NOMINATION EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE
DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL SELON LE PCT**

1. L'Institut turc des brevets (ci-après dénommé "Institut") a l'intention de présenter à la quarante-huitième session de l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets sa candidature à la nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international ("Administration internationale"). Si cette candidature est acceptée, l'Institut estime qu'il sera prêt à débiter ses activités en qualité d'administration internationale en avril 2018.
2. L'Institut remplit les exigences minimales applicables à la nomination en qualité d'administration internationale. La mesure dans laquelle il respecte les critères applicables à la nomination en qualité d'administration internationale a été évaluée avec l'assistance de l'Office coréen (KIPO) de la propriété intellectuelle et de l'Office espagnol des brevets et des marques.
3. Le comité est invité à donner à l'Assemblée de l'Union du PCT un avis favorable en ce qui concerne la candidature de l'Institut à la nomination en qualité d'administration internationale.

I. INSTITUT TURC DES BREVETS

1. L'Institut turc des brevets est une institution publique chargée de l'administration des droits de propriété industrielle, qui relève du Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie. Il a été établi dans le but de favoriser le développement technologique en Turquie par la protection et la promotion des droits de propriété industrielle, afin de faciliter l'accroissement des activités de recherche-développement. L'efficacité de la protection des droits de propriété industrielle assurée par l'Institut et l'exploitation accrue de ces droits qui en découle permettent à l'industrie et à la technologie turques de jouer un rôle de premier plan face à leurs concurrents sur la scène internationale

2. L'Institut s'est donné pour objectif de favoriser la sensibilisation aux droits de propriété industrielle à travers le pays et toute la région, ainsi que la coopération avec les parties prenantes concernées. Il veut également délivrer d'une manière diligente un service de grande qualité axé sur le client dans le cadre d'un système de propriété industrielle efficace, et renforce pour ce faire son infrastructure juridique, technique et humaine.

3. L'Institut participe étroitement à des programmes de coopération de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'Office européen des brevets (OEB) et l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (OHMI) de l'Union européenne. Il entretient en outre des relations suivies avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-ONU).

II. CONTEXTE

1. PROFIL DU PAYS

4. Du fait de l'importance de sa population, de son histoire, de sa localisation géographique et de son niveau de développement économique, la Turquie, dont les voisins sont un éventail d'États socialement et culturellement différents d'Europe, d'Asie et du Moyen-Orient, est un pays avancé dans sa région. Sa situation exceptionnelle à la confluence de ces trois continents, sa position géographique et ses capacités logistiques comptent parmi les principaux facteurs qui déterminent son importance stratégique et régionale.



5. Après une décennie de croissance soutenue, la Turquie affiche une performance économique remarquable. Grâce à une stratégie macro-économique judicieuse combinée à des réformes structurelles majeures, le PIB du pays connaît depuis 2000 une progression réelle de 4,7% par an. La Turquie est une nation très peuplée (18^e rang mondial avec environ 78 millions d'habitants) et une grande économie, fortement axée sur l'innovation. Elle compte au total 190 universités, dont 114 sont des établissements publics, les 76 autres étant privées. Les dépenses de recherche-développement de la Turquie ont augmenté de 18,8% en 2014, pour atteindre 17,6 milliards de liras turques (6,1 milliards de dollars É.-U.). Le pays prévoit que la part de son PIB consacrée aux dépenses de recherche-développement atteindra 3% en 2023, année du centenaire de la République.

6. La Turquie est partie à 17 traités internationaux relatifs aux droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'à de nombreux autres traités en matière de commerce, d'innovation et de protection juridique internationale; elle est en outre membre de plus de 30 organisations régionales dont notamment l'Office européen des brevets (OEB), l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN), l'Organisation de coopération économique et commerciale D-8, l'Union pour la Méditerranée des nations industrialisées du G20, l'Organisation de la coopération islamique (OIC) et le Conseil de coopération des pays turcophones.

7. Les secteurs d'activité des principales entreprises locales sont les suivants : machines et équipements, automobile, appareils ménagers, textiles, produits alimentaires et boissons, métaux et produits métalliques, autres biens de consommation et produits chimiques. Les principaux partenaires commerciaux de la Turquie sont l'Union européenne (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Espagne et Roumanie), la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Iraq.

2. LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN TURQUIE

8. La Turquie dispose d'un système de propriété intellectuelle bien rôdé, avec une législation moderne, un organe administratif, 23 tribunaux spécialisés en matière de propriété intellectuelle, des services chargés de l'application des droits (police et douanes), un corps juridique structuré (avec environ 1000 avocats en propriété intellectuelle dûment inscrits), ainsi que d'autres parties prenantes. Grâce à son système de propriété intellectuelle développé et établi, la Turquie est bien équipée pour contribuer plus activement à l'amélioration du système de la propriété intellectuelle dans sa région. Le pays est candidat à l'adhésion à l'Union européenne, et sa législation en la matière est alignée sur l'acquis de l'Union et pleinement conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC.

9. À l'instar de l'économie du pays, le système de propriété intellectuelle de la Turquie s'est fortement développé au cours des 15 dernières années. Selon les indicateurs relatifs à la propriété intellectuelle publiés par l'OMPI, la Turquie s'est classée au quatrième rang mondial pour les demandes d'enregistrement de dessins ou modèles et au sixième rang pour les demandes d'enregistrement de marques déposées par des résidents. De plus, le nombre des demandes de brevet déposées par des résidents s'est multiplié environ par 20 au cours des 15 dernières années, et la Turquie est passée au cours de cette période du 45^e au 15^e rang mondial à cet égard.

10. La Turquie est un État contractant du PCT depuis le 1^{er} janvier 1996, et l'Institut turc des brevets est compétent pour agir en qualité d'office récepteur du PCT. Le nombre de demandes selon le PCT déposées en Turquie a plus que décuplé au cours des 15 dernières années, pour atteindre 802 en 2014.

11. Parallèlement à cette croissance du nombre de dépôts de demandes de brevet, la capacité institutionnelle de l'Institut a fortement progressé, de même que d'autres éléments du système de propriété intellectuelle de la Turquie. L'évolution récente de ce dernier et

l'augmentation en volume des demandes de brevet ont entraîné une demande accrue de services de propriété intellectuelle efficaces et de haut niveau, en particulier en ce qui concerne la délivrance des brevets. Les besoins exprimés par les utilisateurs locaux ont été pour l'Institut le facteur déterminant d'efforts de modernisation qui ont abouti à l'établissement d'une structure institutionnelle dotée d'outils modernes lui permettant d'assurer le maintien de prestations de qualité.

3. POLITIQUE D'INNOVATION ET STRATÉGIES EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12. La politique de la Turquie en matière d'innovation est établie au plus haut niveau par le Conseil suprême pour la science et la technologie (SCST), qui relève directement du Premier Ministre. La stratégie nationale en matière de science, de technologie et d'innovation pour la période 2011-2016 a été approuvée en 2010, à la vingt-deuxième session du SCST.

13. La stratégie nationale 2011-2016 en matière de science, de technologie et d'innovation vise à contribuer à l'acquisition de connaissances nouvelles et au développement de technologies innovantes permettant de créer des produits, des procédés et des services de nature à favoriser l'amélioration de la qualité de vie, pour le bien du pays et de l'humanité.

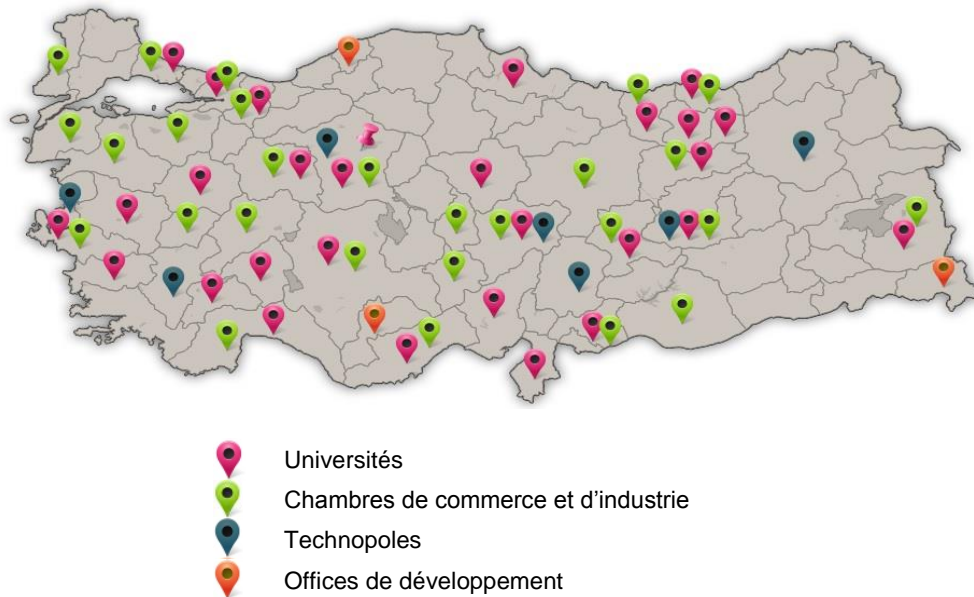
14. Parallèlement à la politique d'innovation, le Haut conseil de planification de la Turquie a approuvé, sous la conduite du Premier Ministre, une "Stratégie nationale et plan d'action 2015-2018 en matière de droits de propriété intellectuelle". L'objectif essentiel de cette stratégie est de contribuer au processus de développement des droits de propriété intellectuelle et des produits protégés et de favoriser la défense et l'utilisation de ces droits au moyen d'un système de propriété intellectuelle efficace, bien développé et adopté par la société.

15. Les objectifs fixés par cette stratégie sont les suivants :

- mise en œuvre efficace des droits de propriété intellectuelle par une amélioration de la législation et des pratiques tenant compte des besoins du pays;
- protection et suivi efficace des droits de propriété intellectuelle par la mise en place de capacités institutionnelles et humaines adéquates, notamment dans les services judiciaires, douaniers et policiers;
- accroissement de l'efficacité des mécanismes de commercialisation de la propriété intellectuelle, par l'amélioration de l'infrastructure et de la perception par le marché de la valeur de la conversion;
- plus grande sensibilisation du public au système des droits de propriété intellectuelle, afin de favoriser le passage à une société du savoir plus respectueuse de ces derniers.

16. D'autres éléments sont en place, en plus de la solide structure institutionnelle de l'Institut, pour assurer la réalisation des objectifs établis dans la stratégie. Dans un certain nombre de provinces, les déposants ou utilisateurs potentiels du système de propriété intellectuelle peuvent demander conseil à des unités d'information et de documentation. Il existe 93 de ces unités dans différentes provinces réparties sur la quasi-totalité du territoire du pays. Ces unités sont implantées dans des universités, des chambres de commerce et d'industrie et des parcs de technologie ou dans les locaux d'administrations des provinces concernées.

17. La carte ci-dessous montre la répartition géographique des unités d'information et de documentation, ainsi que les lieux où elles sont hébergées. Ces unités ont un lien organique avec l'Institut, qui assure la formation de leur personnel et leur fournit la documentation relative aux services de propriété intellectuelle.



18. Les bureaux locaux du Ministère de la science, de l'industrie et de la technologie, qui sont installés dans 81 villes réparties sur l'ensemble du territoire de la Turquie, comptent en outre parmi leurs employés un fonctionnaire chargé des questions de propriété intellectuelle auquel il est possible de demander conseil dans ce domaine. La formation de ces conseillers est également assurée par l'Institut.

19. La Turquie fait par ailleurs partie des États membres du Réseau européen en matière de brevets, dont le but est d'améliorer le système européen des brevets par des activités bilatérales ou multilatérales. Ce réseau offre également aux examinateurs des offices nationaux une plate-forme d'échanges sur les questions de brevet.

20. L'Institut administre une plate-forme en ligne de transfert de technologie destinée à faciliter la commercialisation des brevets, à laquelle ont accès les titulaires de brevets nationaux et étrangers.

21. L'Institut assume également le rôle de secrétariat du Conseil national de coordination pour les droits de propriété intellectuelle et industrielle, qui est la plus haute autorité décisionnelle de coordination en matière de propriété intellectuelle en Turquie. L'Institut occupe en outre la présidence du Comité pour la propriété intellectuelle et la recherche-développement, sous la responsabilité du Conseil national de coordination pour un environnement plus propice aux investissements.

III. L'INSTITUT TURC DES BREVETS EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

22. Le nombre des dépôts de demandes de brevet selon le PCT a connu une progression régulière au cours des dernières années; il a atteint en 2014 – sa cinquième année consécutive de croissance – le chiffre de 214 500, en augmentation de 4,5% par rapport à 2013. La charge de travail liée aux activités de recherche et d'examen a augmenté elle aussi chaque année, parallèlement à l'évolution du nombre de demandes de brevet selon le PCT. La nomination de nouvelles administrations internationales devient donc une nécessité incontournable. Si les administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international étaient plus nombreuses, la charge de travail pourrait être répartie entre elles, par exemple au moyen de programmes de coopération, ce qui permettrait à ces administrations de fournir en temps voulu des produits de meilleure qualité. L'Institut est prêt à

mettre en œuvre ses importantes ressources en matière de recherche et d'examen pour assumer sa part de cette charge de travail.

23. La multiplication du nombre de dépôts de demandes de brevet PCT originaires de Turquie a permis à l'Institut d'atteindre une qualité de service conforme aux normes internationales. Cela sera avantageux pour les utilisateurs locaux lorsqu'ils feront appel à l'Institut en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, et ils auront, ce faisant, sur l'Institut une influence de nature à améliorer le système des brevets, tant au niveau national qu'international.

24. La nomination de l'Institut en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international aura non seulement pour effet de contribuer à satisfaire la demande toujours croissante de services de recherche et d'examen préliminaire selon le PCT, mais aussi de faire connaître encore mieux le système du PCT en Turquie et de favoriser le dépôt de demandes selon le PCT par des déposants turcs.

25. Grâce à la situation unique de la Turquie au carrefour de trois continents, l'Institut a le potentiel de servir de pont de communication de la connaissance et de l'information en matière de propriété intellectuelle entre ces continents. Il est en particulier l'un des offices les mieux équipés pour agir en qualité d'administration internationale selon le PCT dans les Balkans et les États turcophones d'Asie. La nomination de l'Institut en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international sera avantageuse pour les utilisateurs locaux et pour l'ensemble du système du PCT.

26. En tant qu'office de brevets national d'un État contractant de la Convention sur le brevet européen (CBE), l'Institut emploie des examinateurs ayant reçu non seulement la formation en matière de recherche et d'examen offerte par l'OEB, mais aussi la formation spécialisée dispensée par l'OMPI en ce qui concerne le PCT. Il est par conséquent bien placé pour jouer un rôle de sensibilisation et de promotion d'une utilisation plus large du système du PCT, en particulier au Moyen-Orient, dans les pays turcophones, ainsi qu'en Asie et dans les Balkans.

27. À cet égard, la Turquie a déjà établi des programmes de coopération avec un certain nombre de pays. Elle a par exemple mis sur pied avec le Pakistan un programme de coopération bilatérale visant la rationalisation des systèmes de propriété intellectuelle des deux pays et le partage d'expériences, en particulier dans le but d'aider le Pakistan dans l'évaluation de son adhésion à certains des traités administrés par l'OMPI, tels que le Protocole de Madrid en ce qui concerne les marques, le PCT ou les instruments traitant de la protection des indications géographiques, et, en dernière analyse, dans la réalisation de son objectif de développement économique dans la région asiatique.

28. L'Institut a également engagé des négociations avec l'Institut de la propriété intellectuelle de Bosnie-Herzégovine dans le but d'assurer une protection efficace et conforme aux normes internationales des droits de propriété industrielle, notamment grâce à une coopération en matière de recherche et d'examen des demandes de brevet dans tous les domaines techniques. Dans le cadre de cette coopération, l'Institut propose d'établir, à la demande de l'Institut de la propriété intellectuelle de Bosnie-Herzégovine, les rapports de recherche et d'examen relatifs aux demandes de brevet déposées en Bosnie-Herzégovine.

29. Le pays a conclu en outre avec l'Office d'État de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine (SIPO) et l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) des accords prévoyant l'échange des données de propriété industrielle accessibles aux examinateurs de brevets et au public, dans le but de renforcer le système international des brevets.

30. La Turquie compte intensifier sa coopération avec les autres pays de la région, en particulier une fois que l'Institut aura été nommé en qualité d'administration internationale, afin de stimuler l'innovation et de favoriser la diffusion du savoir et le transfert de technologie dans la région.

31. Parallèlement à sa nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, la Turquie entend devenir, par l'échange et le partage de ses expériences, une plaque tournante de la diffusion de savoir et d'information dans la région. La Turquie lancera à cet effet à Ankara, au cours de l'année universitaire 2016-2017, un programme international de maîtrise en propriété intellectuelle, en collaboration avec l'Académie de l'OMPI. L'ouverture de l'Académie turque de la propriété intellectuelle, établie en collaboration avec l'OMPI, est en outre prévue pour 2017. L'Institut a la conviction que l'Académie turque de la propriété intellectuelle répondra aux besoins de la région en matière d'éducation et de formation universitaire et permettra d'améliorer la qualité et le nombre de professionnels de la propriété intellectuelle dans la région.

32. Enfin, conformément aux recommandations énoncées dans le rapport du Secrétaire général présenté à la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en ce qui concerne les mesures à prendre en faveur des économies des pays les moins avancés, des études en vue de l'établissement d'une banque de technologie en Turquie ont été entreprises et ont déjà considérablement progressé. Cette banque de technologie a pour objectif de faciliter le développement technologique des pays les moins avancés par l'établissement d'une banque de brevets, d'un dépôt d'informations scientifiques et technologiques et d'un mécanisme d'appui en matière de science, de technologie et d'innovation favorisant la diffusion du savoir, le transfert de technologie et l'innovation dans les pays les moins avancés.

IV. EXIGENCES RELATIVES À LA NOMINATION DES ADMINISTRATIONS CHARGÉES DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

CAPACITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN

33. L'Institut turc des brevets a été créé en 1994, et a confié jusqu'en 2005 l'établissement de tous ses rapports de recherche et d'examen à des offices partenaires ayant qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international. En 2005, l'Institut, qui avait alors une dizaine d'examineurs, a commencé à préparer ses propres rapports de recherche et d'examen, mais seulement dans certains domaines techniques, le gros des rapports étant toujours effectué par les mêmes offices partenaires. La grande qualité des rapports établis par ces administrations internationales a grandement contribué à celle des brevets délivrés par l'Institut, car cette collaboration a permis à nos examinateurs d'acquérir de l'expérience avec le temps, et donc de rehausser le niveau des rapports de recherche et d'examen produits par l'Institut.

34. Grâce à une planification stratégique des ressources humaines et à des investissements qui ont permis la mise en place des infrastructures techniques indispensables à cet effet, la capacité de recherche et d'examen de l'Institut a connu une augmentation progressive depuis 2005. Pour ce qui est des ressources humaines, elles ont plus que décuplé au cours de cette période; qui plus est, le nombre de rapports de recherche et d'examen établis par l'Institut a été multiplié par plus de 10 depuis 2010. L'Institut dispose désormais d'examineurs de brevets compétents dans tous les domaines techniques, de sorte qu'il a de moins en moins souvent recours à des offices extérieurs depuis quelques années; à la fin de 2015, il établissait lui-même la totalité des rapports de recherche et d'examen relatifs à des demandes de déposants locaux.

35. Ayant évolué, depuis 2005, d'un office qui confiait l'essentiel de ses travaux de recherche et d'examen à des partenaires parce qu'il ne disposait que d'un petit nombre d'examineurs limités à quelques domaines techniques à un organisme employant plus de 100 examinateurs capables de traiter n'importe quel domaine technique et n'ayant plus besoin d'externaliser ses travaux, l'Institut est maintenant prêt à "en faire plus", c'est-à-dire à assurer des services de recherche et d'examen pour l'ensemble de la région une fois qu'il aura été nommé en qualité d'administration internationale.

EXAMINATEURS

Profil des examinateurs

36. L'Institut compte actuellement 103 examinateurs à plein temps qui effectuent des travaux de recherche et d'examen. Tous sont titulaires au minimum d'une licence, et 47% d'entre eux ont une maîtrise ou un doctorat ou étudient pour l'obtenir. L'Institut est en outre en train de recruter neuf examinateurs de brevets supplémentaires, qui devraient prendre leurs fonctions avant la fin du mois de mars 2016. Il aura ainsi 112 examinateurs au moment où il pense obtenir sa nomination, soit en octobre 2016. Il prévoit par ailleurs engager 50 autres examinateurs d'ici la fin de l'année 2019.

37. L'Institut satisfait par conséquent aux exigences énoncées par les règles 36.1.i) et 63.1.i) du règlement d'exécution du PCT, selon lesquelles "l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches [aux examens]".

Répartition des examinateurs par domaine technique :

Domaine technique	Nombre (en équivalent temps plein)
Mécanique	45
Électricité/électronique	29
Chimie	23
Biotechnologie	6
<i>Total</i>	<i>103</i>

Processus de recrutement

38. Les candidats au titre d'examineur de brevets débutant à l'Institut doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- être titulaire au minimum d'une licence (maîtrise ou doctorat préférable);
- maîtriser au moins une langue étrangère (de préférence l'anglais);
- réussir avec une note élevée l'examen de sélection des employés publics;
- réussir l'examen spécial de l'Institut (écrit et oral).

39. Les conditions à remplir pour accéder au rang d'examineur de brevets après avoir été retenu comme examinateur de brevets débutant sont les suivantes :

- réussir le concours de la fonction publique;
- soutenir avec succès devant un jury une thèse dans le domaine technique concerné;
- réussir un examen d'aptitude écrit.

Programmes de formation

40. Les examinateurs reçoivent de l'Institut des formations en matière de droit des brevets, formalités d'examen, examen quant au fond, nouveauté, activité inventive, application industrielle, unité, clarté, bases de données (EPOQUE Net, Espacenet, etc.), systèmes de classification (CIB, CPC), ainsi que des cours de langue. Ils doivent en outre suivre des cours d'enseignement à distance de l'OMPI et de l'OEB.

41. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des programmes de formation des nouveaux examinateurs et des activités de formation permanente des examinateurs existants avec, dans chaque cas, la durée de ces formations :

		THÈME	DURÉE
FORMATION DE BASE	Introduction générale	- Introduction	2 semaines
		- Droit des brevets	
		- Procédures de délivrance	
		- Logiciel de l'Institut pour les brevets	
		- Bases de données	
	- Accords internationaux		
	Sources extérieures	- Cours d'enseignement à distance	
- Séminaires organisés par l'OEB			

FORMATIONS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN	Introduction à la recherche	- Notions fondamentales	1 semaine
		- Classification	
		- Portée des brevets	
		- Stratégies de recherche	
		- Études de cas	
	Clarté/Unité	- Notions fondamentales	1 semaine
		- Pertinence de la divulgation	
		- Unité	
		- Clarté	
		- Cas complexes	
		- Études de cas	
	Rédaction de rapports de recherche	- Format de base	1 semaine
		- Catégories de documents	
		- Cas supplémentaires	
		- Analyse des revendications (tableau des caractéristiques)	
		- Études de cas	
EPOQUENet	- Introduction	1 semaine	
	- Recherches de base/stratégie de recherche		
	- Sélection/visualisation/impression de documents		
	- Études de cas		
Nouveauté –	- Notions fondamentales	1 semaine	

	Activité inventive	- État de la technique	
		- Délai de grâce	
		- Évaluation	
		- Évaluation de l'activité inventive	
		- Études de cas	
	Sources extérieures	- Cours d'enseignement à distance	
		- Séminaires organisés par l'OEB	
	Formation en cours d'emploi	- Formation dispensée par des examinateurs expérimentés en conditions réelles	3 mois

NIVEAU INTERMÉDIAIRE	Physique / Mécanique	- Nouveauté – Activité inventive	2 semaines
	Électronique	- Clarté	2 semaines
	Pharmacie / Chimie	- Unité	2 semaines

NIVEAU AVANCÉ	Travaux périodiques	- Études de cas	4 fois par an
		- Plates-formes de discussion	2 fois par an
	Cours spéciaux (matières autres que la recherche et l'examen)	- Cours d'enseignement à distance	
		- Séminaires organisés par l'OEB	

AUTRES	Questions relatives au PCT		1 semaine
	Cours de langue	- Français, allemand ou autre	

42. Les examinateurs suivent également des formations à l'utilisation de la plate-forme de recherche EPOQUE Net, dispensées par l'OEB, et participent à des séminaires et autres activités de formation en ligne de l'OEB et de l'OMPI concernant la recherche et l'examen. Leur formation comprend en outre le partage d'expérience et de meilleures pratiques de recherche et d'examen par des offices de brevets de premier plan tels que l'Office danois des brevets et des marques (DKPTO) et l'Office allemand des brevets et des marques (DPMA).

Langues

43. Les examinateurs ont tous une connaissance approfondie du turc et de l'anglais, et 12% d'entre eux connaissent une troisième langue (français ou allemand).

44. L'Institut satisfait par conséquent aux exigences énoncées par les règles 36.1.iii) et 63.1.iii) du règlement d'exécution du PCT, selon lesquelles "cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche [et à l'examen] dans les domaines techniques sur lesquels la recherche [l'examen] doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite".

RESSOURCES EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN

45. Les examinateurs de brevets de l'Institut sont installés dans des locaux spacieux et équipés du matériel informatique (par exemple deux écrans de 24 pouces) et des logiciels nécessaires pour faciliter leur travail de recherche et d'examen, ainsi que d'outils permettant de traduire les documents sur l'état de la technique rédigés dans d'autres langues. Tous les examinateurs ont accès à la plate-forme EPOQUE Net pour effectuer leurs recherches sur l'état de la technique. Ils utilisent les fonctions de traduction offertes par Espacenet (le service *patent translate* est disponible également pour la langue turque) et EPOQUE Net, en particulier pour comprendre les documents rédigés dans des langues extrême-orientales.

Bases de données de recherche et documentation minimale selon le PCT

46. L'Institut a pleinement accès à la documentation minimale définie à la règle 34 du règlement d'exécution du PCT.

Bases de données de recherche

47. Les bases de données de recherche accessible aux examinateurs comprennent notamment :

- a) EPOQUE Net, qui comprend l'accès à l'index mondial Derwent des brevets (DWPI);
- b) des bases de données commerciales telles que IEEE Xplore, Elsevier, Springer;
- c) la base de données nationale turque des brevets (PATUNA), les bases de données du Conseil turc de la recherche scientifique et technologique, dont notamment EBSCOhost (qui comprend 375 bases de données en texte intégral, une collection de plus de 600 000 livres électroniques, des index thématiques et des références de médecine clinique, ainsi qu'un éventail d'archives historiques numériques);
- d) les bases de données du serveur STN, dont notamment BIOSIS, CAPLUS, Embase, MEDLINE, base de données de l'American Chemical Society (ACS);
- e) des bases de données à accès gratuit telles que EMBL-EBI (Laboratoire européen de biologie moléculaire – Institut *européen* de bioinformatique), l'interface ChEMBL, qui permet également d'effectuer des recherches sur des structures de composés, et la base de données du NCBI (National Center for Biotechnology Information).

48. L'Institut satisfait par conséquent aux exigences énoncées par les règles 36.1.ii) et 63.1.ii) du règlement d'exécution du PCT, selon lesquelles "cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34, ou avoir accès à cette documentation minimale, laquelle doit être disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche [de l'examen] et se présenter sur papier, sur microforme ou sur un support électronique".

Célérité des procédures nationales de délivrance de brevets

49. L'Institut conduit ses procédures de brevet avec célérité. Il ne compte qu'un nombre à peu près négligeable de demandes nationales en souffrance en raison d'un retard dans l'achèvement d'un travail de recherche ou d'examen. Le tableau ci-dessous indique les délais qui lui sont nécessaires pour atteindre les stades de la recherche, de l'examen et de la délivrance.

Stade atteint	À compter de	Délai (mois)
Recherche	la date de dépôt de la demande	9 mois*
Premier examen	la publication du rapport de recherche	12 mois**
Délivrance	la date de dépôt de la demande	2 – 3 ans

* Selon le décret-loi sur les brevets, le déposant dispose d'un délai de 15 mois à compter de la date de dépôt de la demande pour présenter une demande de recherche. Le travail de recherche de l'Institut ne peut pas débuter tant que la demande de recherche n'a pas été présentée, ce qui explique pourquoi le délai moyen d'établissement d'un rapport de recherche est de 9 mois.

** Selon le décret-loi sur les brevets, aucun examen ne peut être effectué avant l'expiration d'une période de 6 mois comptée à partir de la date de publication du rapport de recherche, afin de permettre la présentation d'oppositions de tiers. Le travail d'examen de l'Institut ne peut donc pas débuter avant un minimum de 6 mois, ce qui explique pourquoi le délai moyen d'établissement d'un premier rapport d'examen est de 12 mois.

50. Qui plus est, nous sommes convaincus que le recrutement de nouveaux examinateurs de brevets en 2016 nous permettra de réduire encore plus nos délais en ce qui concerne l'instruction des demandes de brevet. La durée des procédures de recherche et d'examen de l'Institut sera ainsi inférieure aux exigences énoncées par les règles 36.1.ii) et 63.1.ii) du règlement d'exécution du PCT. La durabilité de ce respect des délais prescrits sera assurée par la mise en place d'un système de gestion de la qualité efficace.

Capacité institutionnelle

51. L'Institut a renforcé son infrastructure informatique, afin de pouvoir automatiser ses procédures, et ainsi réduire les délais de traitement des demandes tout en limitant les risques d'erreur. Il applique en outre le principe de la dématérialisation des documents, et 95% des demandes de brevet qu'il reçoit sont déposées en ligne. Qui plus est, il a informatisé la totalité de ses archives et procédé à leur indexation pour faciliter les recherches. Ses services sont également accessibles par voie électronique, grâce à un portail Web qui regroupe les services en ligne de tous les organes gouvernementaux.

52. L'Institut accepte les dépôts ePCT depuis le 1^{er} juin 2015, ce qui signifie que les déposants peuvent désormais bénéficier des avantages de ce système – service interactif moderne, limitation du nombre d'erreurs et efficacité – en effectuant leurs dépôts sous forme électronique auprès de l'Institut en tant qu'office récepteur. Les utilisateurs locaux ont d'ailleurs très bien compris toute l'utilité du système ePCT, puisque ce dernier a été utilisé pour près de 70% des demandes PCT déposées depuis que l'Institut les accepte.

6. GESTION DE LA QUALITÉ

Politique en matière de qualité

53. L'Institut ne ménage aucun effort pour assurer à ses utilisateurs et parties prenantes des produits et des services de recherche et d'examen de haute qualité. Les objectifs de sa politique en matière de qualité sont les suivants :

- susciter le plus haut degré de satisfaction chez les déposants et leurs mandataires en délivrant des services de haute qualité;
- s'attacher à produire des rapports de recherche et d'examen uniformément fiables, clairs et transparents, établis d'une manière conforme aux règlements, lois et traités;

- délivrer les brevets dans des délais raisonnables, afin de contribuer au développement de la technologie et à celui du système des brevets;
- entretenir une relation de coopération avec les déposants et leurs mandataires, afin d'encourager les commentaires susceptibles de contribuer à l'accroissement de la qualité et de l'efficacité des rapports de recherche et d'examen;
- s'attacher à améliorer la qualité de ses services en rehaussant les connaissances et les compétences de ses examinateurs de brevets par la formation continue.

54. L'Institut compte obtenir en 2016 la certification ISO 9001, et donc confirmer par cette référence normative l'efficacité de son système de gestion de la qualité

55. Un rapport initial est joint au présent document, conformément au chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT (voir l'annexe IV).

7. DIVERS

Activités de coopération internationale

56. Le premier projet international de l'Institut a été mené de 1995 à 1999 avec l'Agence allemande de coopération technique, et visait l'établissement d'une indispensable infrastructure physique et le développement de capacités institutionnelles. Le second de ses projets, mis en œuvre entre 1999 et 2006 en collaboration avec la Banque mondiale, concernait la modernisation de l'infrastructure physique de l'Institut, l'établissement de systèmes informatiques modernes, l'élaboration de logiciels spéciaux, la refonte des services de propriété intellectuelle et la formation des examinateurs. Le troisième projet avait pour but le renforcement des capacités techniques en matière de propriété intellectuelle dans les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), et a été réalisé sous la conduite de cette dernière, en collaboration avec le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC). Le plus récent projet de coopération internationale de l'Institut a été mis en œuvre en 2010-2011 en collaboration avec le Tribunal fédéral des brevets d'Allemagne et la Fondation allemande de coopération juridique internationale, dans le cadre d'un projet de jumelage financé par l'Union européenne visant à établir des directives en matière d'examen, renforcer les capacités techniques des juges spécialisés en propriété intellectuelle et des examinateurs de l'Institut, et veiller à l'alignement sur l'acquis de l'Union européenne de la législation turque en matière de propriété intellectuelle.

57. L'Institut mène des activités de coopération bilatérales avec les offices nationaux de 27 pays. Il a en outre entrepris avec le SIPO et le KIPO des activités de coopération destinées à permettre un accès bilatéral aux bases de données de brevets nationales.

58. L'Institut a établi de longue date une excellente coopération avec de nombreuses organisations internationales du domaine de la propriété intellectuelle telles que l'OMPI, l'OEB et l'OHMI. Il entretient en outre d'étroites relations avec l'OMC, l'OCDE et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU).

59. L'Institut et l'OMPI ont mis sur pied en 2012 un programme de bourses qui permet à des examinateurs de l'Institut de travailler à l'OMPI afin d'y acquérir de l'expérience en ce qui concerne le traitement des demandes d'enregistrement international de marques déposées selon le système de Madrid. Les connaissances ainsi acquises par les examinateurs de l'Institut qui suivent ce programme leur permettent ensuite d'agir en tant que coordonnateurs entre différents offices et de faire face à tout problème susceptible de survenir dans le cadre du traitement d'une demande d'enregistrement. L'Institut a l'intention d'étendre ce programme de bourses au système du PCT.

60. L'Institut et l'OMPI collaborent étroitement, depuis 2014, à l'élaboration d'un programme international de maîtrise en propriété intellectuelle. Le contenu de ce programme a été arrêté définitivement en 2015, et les cours débuteront pour l'année universitaire 2016-2017 à l'université d'Ankara.

61. L'Institut et l'OMPI étudient depuis 2010 la possibilité d'établir en Turquie une académie de propriété intellectuelle. Les travaux se sont intensifiés en 2014, et les parties ont signé un protocole d'accord sur le lancement de la formation des formateurs de l'académie a été signé entre l'Institut et l'OMPI. Il est prévu que l'académie commencera à fonctionner en 2017, dès que les formateurs et experts seront en nombre suffisant pour administrer le programme de cours.

62. Chaque année, l'Institut et l'OMPI organisent une série d'activités de sensibilisation et de diffusion d'informations, selon un plan de travail annuel approuvé d'un commun accord. Ces activités s'adressent plus particulièrement aux universités, aux centres de recherche-développement, aux bureaux de transfert de technologie, aux organes gouvernementaux, ainsi qu'aux magistrats et avocats spécialisés en propriété intellectuelle.

63. L'Institut collabore de la même manière avec l'OEB à l'élaboration de programmes de formation annuels en matière de recherche et d'examen, à l'intention des examinateurs de brevets de l'Institut. Ces programmes comportent des activités de sensibilisation et de diffusion d'informations, et s'adressent aux universités, centres de recherche-développement, bureaux de transfert de technologie et conseils en brevets.

8. ÉVALUATION PAR D'AUTRES ADMINISTRATIONS

64. Conformément aux Procédures de nomination des administrations internationales adoptées à la quarante-sixième session de l'Assemblée de l'Union du PCT, l'Institut a demandé l'assistance du KIPO et de l'Office espagnol des brevets et des marques afin de déterminer dans quelle mesure il remplit les critères applicables à la nomination en qualité d'administration internationale.

65. Les deux rapports d'évaluation rendant compte des missions d'informations conduites à l'Institut, respectivement en décembre 2015 et mars 2016, par le KIPO et l'Office espagnol des brevets et des marques sont joints au présent document.

[L'annexe IV suit]



**ORIGINAL : ANGLAIS
DATE : 14 MARS 2016**

Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

Approche commune quant à la qualité de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international

RAPPORT INITIAL CONCERNANT LE SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

Établi par [L'INSTITUT TURC DES BREVETS]

L'administration doit fournir des informations générales concernant le système de gestion de la qualité telles qu'elles figurent dans ce modèle.

Les descriptions qui figurent en dessous de chacune des principales rubriques de ce modèle doivent être considérées comme des exemples du type et de la disposition des informations qui doivent être incorporées sous chaque rubrique. Chaque administration peut, si elle le souhaite, fournir des informations supplémentaires autres que celles indiquées dans ce modèle.

INTRODUCTION (PARAGRAPHES 21.01 À 21.03)

Le cas échéant, l'administration peut à ce stade indiquer la référence à des normes reconnues ou fondement du système de gestion de la qualité autre que le chapitre 21 comme la norme ISO 9001, sous la rubrique "Référence normative applicable au SGQ"

Par exemple : "Références normatives applicables au SGQ: ISO 9001, EQS (Système européen de gestion de la qualité)"

Chaque administration doit ensuite fournir au moins l'information indiquée dans les encadrés descriptifs, sous les rubriques suivantes.

L'Institut turc des brevets (ci-après dénommé "Institut") a établi un système de gestion de la qualité portant sur l'ensemble des services liés aux procédures de délivrance de brevets. Le système de gestion de la qualité vise le traitement des demandes selon le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) durant la phase internationale et les recherches internationales.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Le système de gestion de la qualité est pleinement opérationnel et sera prêt au moment où l'Assemblée de l'Union du PCT, réunie en sa quarante-huitième session en 2016, procédera à la nomination.

L'Institut a engagé les procédures visant à obtenir en 2016 la certification ISO 9001 et ISO 27001 comme référence normative applicable au système de gestion de la qualité afin :

- ✓ d'accroître l'efficacité du système de gestion de la qualité,
- ✓ de bien cerner les exigences du client en matière de qualité,
- ✓ de définir les domaines à améliorer pour résoudre les questions de qualité,
- ✓ de garantir la sécurité de l'information,
- ✓ d'améliorer la satisfaction du client et d'améliorer constamment ses prestations.

L'objectif de l'Institut en matière de qualité est d'élaborer des rapports de recherche et d'examen de haute qualité dans les délais impartis. Il a déjà mis en place de longue date des systèmes de gestion de la qualité qui régissent les procédures nationales de délivrance de brevets.

Depuis sa fondation, en 1994, l'Institut a déjà pris d'importantes mesures d'assurance de la qualité : enquête de satisfaction des clients, communication efficace et productive avec les parties prenantes, plate-forme de discussion interne, infrastructure informatique et logicielle fiable permettant de suivre toutes les opérations liées aux demandes de brevet, lignes directrices concernant la recherche et l'examen.

S'agissant de la satisfaction des clients, le personnel qualifié du centre d'appel est prêt à répondre rapidement aux questions des utilisateurs et à les aider à trouver des solutions à leurs besoins. L'Institut est toujours accessible via son site Web (www.tpe.gov.tr) qui donne toutes sortes d'informations sur la protection, depuis le dépôt de demandes jusqu'à la délivrance de brevets, par exemple des règlements, des lois, des documents d'information, des directives pour le dépôt de demandes, etc.

Soucieux de maintenir une communication efficace et productive avec les parties prenantes, l'Institut organise tous les ans des réunions consultatives régulières, en présence de ses dirigeants, afin d'échanger des vues sur la pratique actuelle avec des conseils en brevets et des utilisateurs. Au cours de ces réunions, les conseils en brevets sont également invités à exprimer leur point de vue sur les produits et services de recherche et d'examen.

L'Institut dispose d'une structure de communication interne très efficace, adossée à la plate-forme de discussion. Les questions complexes sont débattues dans le cadre de réunions périodiques. Les décisions finales sont enregistrées, classées sous différentes rubriques, et chaque examinateur peut y accéder via l'intranet. Cela permet d'harmoniser les pratiques. Des lignes directrices de recherche et d'examen sont mises à la disposition des examinateurs de l'Institut et des utilisateurs extérieurs sur le site Web de l'Institut (www.tpe.gov.tr). Les décisions de la plate-forme de discussion et des tribunaux sont prises en considération dans l'auto-évaluation et la révision des directives de recherche et d'examen.

L'Institut dispose d'une infrastructure informatique et logicielle qui fonctionne bien et permet de suivre toutes les procédures liées aux demandes de brevet à l'aide du logiciel de gestion des dossiers de brevets (PATUNA). Il applique aussi un programme de gestion des rapports de recherche et d'examen conforme au système de gestion de la qualité, qui permet d'enregistrer diverses données relatives à la procédure de recherche et d'examen, telles que les bases de données consultées, les mots-clés, les combinaisons de mots et troncatures utilisées,

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

la (ou les) langue(s) dans laquelle (ou lesquelles) la recherche a été effectuée, les classes ou combinaisons de classes dans lesquelles la recherche a été effectuée selon la CIB, les catégories de documents relatifs à l'état de la technique, ainsi que la liste de tous les énoncés de recherche utilisés dans les bases de données consultées.

Le manuel de gestion de la qualité a été établi, et l'Institut a complètement programmé le système de gestion de la qualité pour tous les services concernant les procédures de délivrance de brevets et portant sur les procédures d'instruction des demandes de brevet selon le PCT, tant durant la phase internationale que pour les recherches internationales. L'Institut aura donc mis en place un système d'assurance-qualité interne conforme au chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT d'ici à sa nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, lors de la quarante-huitième session de l'Assemblée de l'Union du PCT, en 2016.

1. ENCADREMENT ET POLITIQUE

21.04 Confirmer que les éléments ci-après sont bien documentés et que ces documents sont disponibles en interne :

- a) la politique en matière de qualité élaborée par la haute direction;*
- b) les rôles et noms des organes et personnes auxquels la haute direction a délégué les responsabilités relatives au système de gestion de la qualité;*
- c) un organigramme montrant tous les organes et personnes chargés du système de gestion de la qualité.*

a) La politique en matière de qualité est élaborée par la haute direction.

En vertu de sa politique en matière de qualité, l'Institut :

- fournit des services de la plus haute qualité, donnant grandement satisfaction aux déposants et aux conseils en brevets;
- s'engage à établir des rapports de recherche et d'examen fiables, cohérents, équitables et transparents, conformes aux règlements, aux lois et aux traités;
- garantit la délivrance de brevets dans les délais impartis afin de contribuer au développement des systèmes de brevets et aux progrès techniques;
- entretient des relations de coopération avec les déposants et les conseils en brevets, afin d'obtenir des informations utiles en retour et d'améliorer la qualité et l'efficacité de ses procédures d'établissement de rapports de recherche et d'examen;
- s'engage à améliorer la qualité de ses services en dispensant une formation continue aux examinateurs de brevets et en rehaussant leur niveau de connaissances et de qualifications.

Dans un premier temps, un projet de politique en matière de qualité est élaboré par le département des brevets et approuvé officiellement par la haute direction; il fait ensuite l'objet de révisions internes périodiques. La politique en matière de qualité est publiée sur l'intranet.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

b)

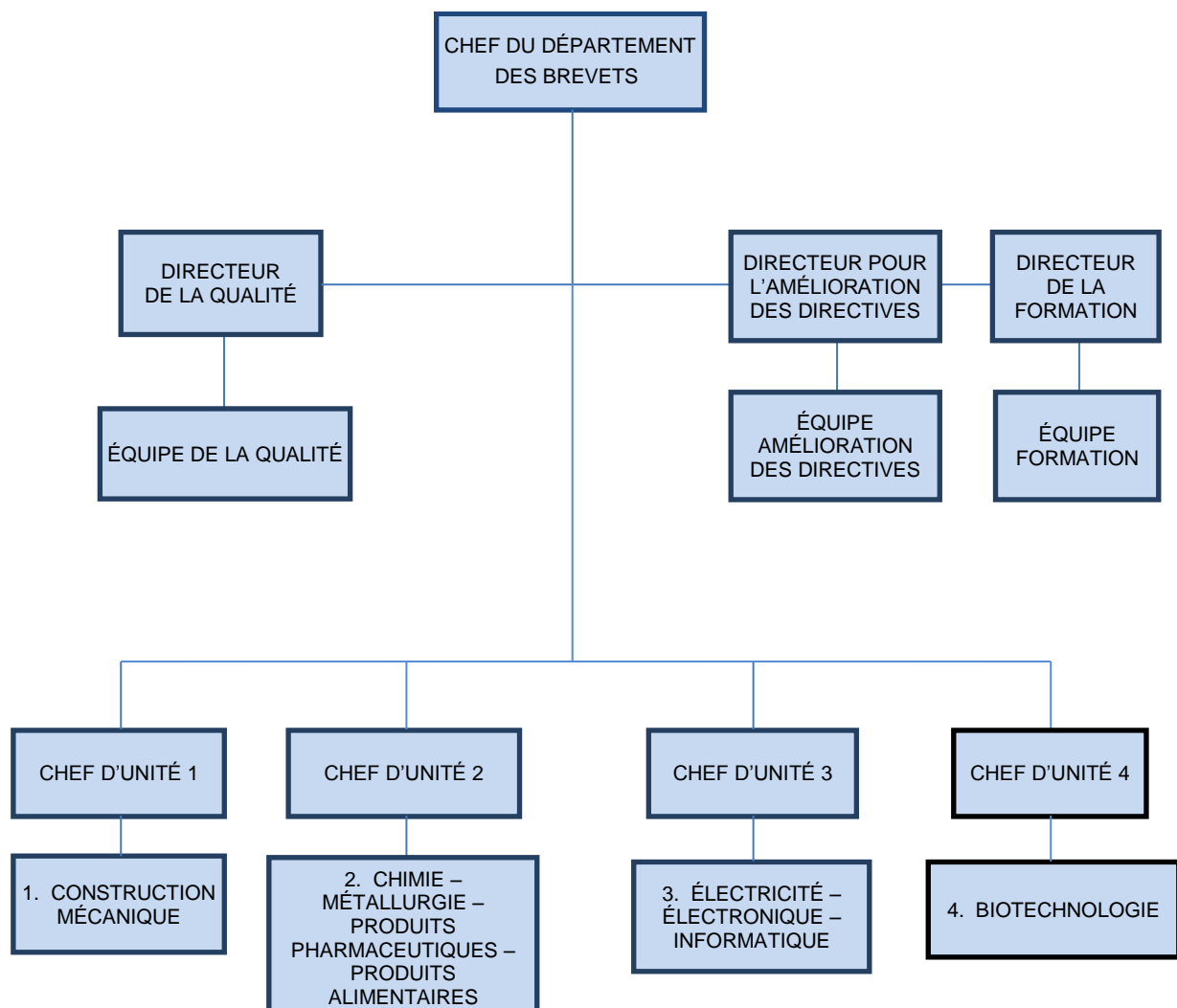
Directeur de la qualité : le directeur de la qualité est responsable de tous les aspects qualitatifs de la procédure d'examen des brevets. Il est nommé par un examinateur de brevets principal possédant des connaissances étendues et un niveau élevé de compétence en matière de qualité. Le directeur de la qualité, en coordination avec les chefs d'unité, analyse les résultats du contrôle de qualité et rend compte des résultats à la haute direction. Le directeur de la qualité et les chefs d'unité contribuent à l'élaboration et la mise en place des procédures de qualité. Le directeur de la qualité examine les exigences des clients et s'assure de leur respect par les examinateurs de brevets.

Chefs d'unité : les chefs d'unité sont chargés de régler tous les problèmes de qualité qui se posent dans leur unité. Ils effectuent des contrôles aléatoires de rapports de recherche et d'examen pour vérifier leur conformité aux lois, aux règlements et aux directives de recherche et d'examen. Ils communiquent les résultats au directeur de la qualité.

Équipe de la qualité : l'équipe de la qualité est composée de l'ensemble des chefs d'unité.

c)

ORGANIGRAMME DU SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ



Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

21.05 Indiquer (p. ex. au moyen d'un tableau) le degré de compatibilité entre le système de gestion de la qualité de l'administration et les exigences du chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire. Le cas échéant, indiquer le domaine dans lequel l'administration n'a pas encore répondu à ces exigences.

[Tableau indiqué à titre d'exemple, modifiable au besoin]

Exigences du chapitre 21			Degré de conformité		
			totale	partielle	nulle
21.04	a)	Politique en matière de qualité disponible	✓		
	b)	Rôles et noms des parties chargées du système de gestion de la qualité	✓		
	c)	Organigramme disponible	✓		
21.05		Compatibilité du système de gestion de la qualité avec le chapitre 21	✓		
21.06	a)	Mécanismes pour garantir l'efficacité du système de gestion de la qualité	✓		
	b)	Contrôle du processus d'amélioration continue	✓		
21.07	a)	Communication de la direction au personnel sur cette norme	✓		
	b)	Les directives du PCT sont conformes au système de gestion de la qualité de l'administration	✓		
21.08	a)	Des évaluations de gestion sont faites		✓ ¹	
	b)	Les objectifs de qualité sont évalués	✓		
	c)	Communication des objectifs de qualité au sein de l'administration tout entière	✓		
21.09	a)	Exécution d'une évaluation annuelle interne du système de gestion de la qualité pour :		✓ ¹	
	b)	i) déterminer la mesure dans laquelle le système de gestion de la qualité repose sur le chapitre 21		✓ ¹	
		ii) déterminer la mesure dans laquelle la recherche et l'examen sont conformes aux directives du PCT		✓ ¹	
	c)	d'une manière objective et transparente		✓ ¹	
	d)	utilisant les apports, y compris les informations conformément au paragraphe 21.24		✓ ¹	
	e)	enregistrement des résultats		✓ ¹	
21.10		Assurance pour contrôler le volume de travail et s'y adapter	✓		

¹ La première évaluation interne du système de gestion de la qualité aura lieu en 2017.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Exigences du chapitre 21			Degré de conformité		
			totale	partielle	nulle
	i)	Infrastructure en place pour permettre à un personnel suffisamment nombreux	✓		
	a)	de faire face à l'apport de travail	✓		
	b)	disposant des compétences techniques nécessaires de procéder aux recherches et aux examens requis dans tous les domaines techniques	✓		
	c)	disposant des connaissances linguistiques lui permettant de comprendre les langues conformément à la règle 34	✓		
	ii)	Infrastructure pour fournir un personnel administratif suffisamment nombreux qui possède les compétences appropriées	✓		
	a)	pour répondre aux besoins du personnel techniquement qualifié	✓		
	b)	pour l'enregistrement des dossiers	✓		
	iii)	Assurer un matériel approprié pour permettre de réaliser le travail de recherche et d'examen	✓		
	iv)	Assurer la documentation conformément à la règle 34	✓		
	v)	a) instructions pour aider le personnel à comprendre et agir conformément critères et normes de qualité	✓		
	b)	Instructions pour suivre les procédures de travail avec précision et les actualiser.	✓		
	vi)	a) Training and development program to ensure and maintain necessary skills in search and examination	✓		
	b)	Programme de formation et de perfectionnement pour garantir que le personnel est pleinement conscient de l'importance de respecter les critères et les normes de qualité.	✓		
	vii)	a) Système en place pour contrôler les ressources nécessaires pour faire face à la demande	✓		
	b)	Système en place pour contrôler les ressources nécessaires pour respecter les normes de qualité en matière de recherche et d'examen	✓		
21.11	i)	Mécanismes de contrôle pour garantir l'établissement en temps opportun des rapports de recherche et d'examen	✓		
	ii)	Mécanismes de contrôle des fluctuations de la demande et des retards	✓		

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Exigences du chapitre 21			Degré de conformité		
			totale	partielle	nulle
21.12	i)	Système d'assurance de la qualité permettant une auto-évaluation	✓		
	a)	afin de garantir leur conformité avec les directives concernant la recherche et l'examen	✓		
	b)	afin de transmettre au personnel des informations en retour	✓		
	ii)	Système de mesure des données et d'établissement de rapports une amélioration continue	✓		
	iii)	Système permettant de vérifier l'efficacité des mesures prises pour corriger les défaillances des travaux de recherche et d'examen	✓		
21.14	a)	Coordonnateur aidant à recenser les meilleures pratiques entre administrations	✓		
	b)	Coordonnateur stimulant une amélioration continue	✓		
	c)	Coordonnateur fournissant une communication effective avec d'autres administrations à des fins de retour d'information et d'évaluation	✓		
21.15	i) a)	Système approprié de traitement des réclamations	✓		
	b)	Système approprié permettant de prendre des mesures correctives ou préventives	✓		
	c)	Système approprié permettant de fournir aux utilisateurs des informations en retour;	✓		
	ii) a)	Une procédure de suivi de la satisfaction et de la perception des utilisateurs	✓		
	b)	Une procédure permettant de vérifier que les besoins et attentes légitimes desdits utilisateurs sont satisfaits	✓		
	iii)	Directives claires et concises sur la procédure de recherche et d'examen à l'intention de l'utilisateur	✓		
	iv)	Indication lorsque et comment l'administration met ses objectifs en matière de qualité à la disposition du public	✓		
21.16		Communication avec l'OMPI et avec les offices désignés ou élus	✓		
21.17		Le système de gestion de la qualité de l'administration doit être clairement décrit (p. ex. Manuel sur la qualité)	✓		
21.18	a)	Les documents dont se compose le manuel sur la qualité ont été établis et distribués	✓		

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Exigences du chapitre 21			Degré de conformité		
			totale	partielle	nulle
	b)	Supports disponibles pour favoriser le manuel sur la qualité	✓		
	c)	Des mesures de contrôle des documents sont prises	✓		
21.19	i)	Politique en matière de qualité de l'administration et participation au système de gestion de la qualité	✓		
	ii)	Portée du système de gestion de la qualité	✓		
	iii)	Structure organique et les responsabilités	✓		
	iv)	Les procédures documentées sont appliquées au sein de l'administration	✓		
	v)	Ressources disponibles aux fins de l'application des processus et de la mise en œuvre des procédures	✓		
	vi)	Une description de l'interaction entre ces processus et les procédures relevant du système de gestion de la qualité	✓		
21.20	i)	Une définition des documents conservés et de l'endroit où ils sont archivés	✓		
	ii)	Dossiers des résultats de l'évaluation de gestion		✓ ²	
	iii)	Dossiers de la formation, des compétences et de l'expérience des membres du personnel	✓		
	iv)	Preuves de la conformité des processus		✓ ²	
	v)	Résultats des évaluations relatives aux exigences applicables aux produits		✓ ²	
	vi)	Archives des procédures de recherche et d'examen menées à bien pour chaque demande	✓		
	vii)	Dossier des données permettant de suivre chaque tâche individuelle	✓		
	viii)	Dossier des audits effectués dans le cadre du système de gestion de la qualité		✓ ²	
	ix)	Dossiers des mesures prises en cas de produits non conformes		✓ ²	
	x)	Dossiers du suivi des mesures correctives		✓ ²	
	xi)	Dossiers du suivi des mesures préventives		✓ ²	
	xii)	Dossiers concernant la documentation relative à la procédure de recherche	✓		

² Les dossiers seront constitués et les résultats examinés après la première évaluation interne du système de gestion de la qualité.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Exigences du chapitre 21			Degré de conformité		
			totale	partielle	nulle
21.21	i)	Enregistrement des bases de données consultées pendant la recherche	✓		
	ii)	Enregistrement des mots clés, combinaisons de mots et troncatures utilisés pendant la recherche	✓		
	iii)	Enregistrement des langues utilisées pendant la recherche	✓		
	iv)	Enregistrement des classes et combinaisons de classes consultées pendant la recherche	✓		
	v)	Enregistrement de la liste de tous les énoncés de recherche utilisés dans les bases de données consultées	✓		
	vi)	Dossiers sur d'autres informations intéressant la recherche	✓		
	vii)	Dossiers sur la limitation de la recherche et sa justification	✓		
	viii)	Dossiers sur le manque de clarté des revendications	✓		
	ix)	Dossiers sur le manque d'unité	✓		
21.22		Rapport sur ses propres procédures d'évaluation internes		✓ ³	
21.23-21.25		Informations additionnelles sur d'autres apports à ses évaluations internes		✓ ⁴	
21.26		Rapport initial préconisé par le paragraphe 21.26	✓		

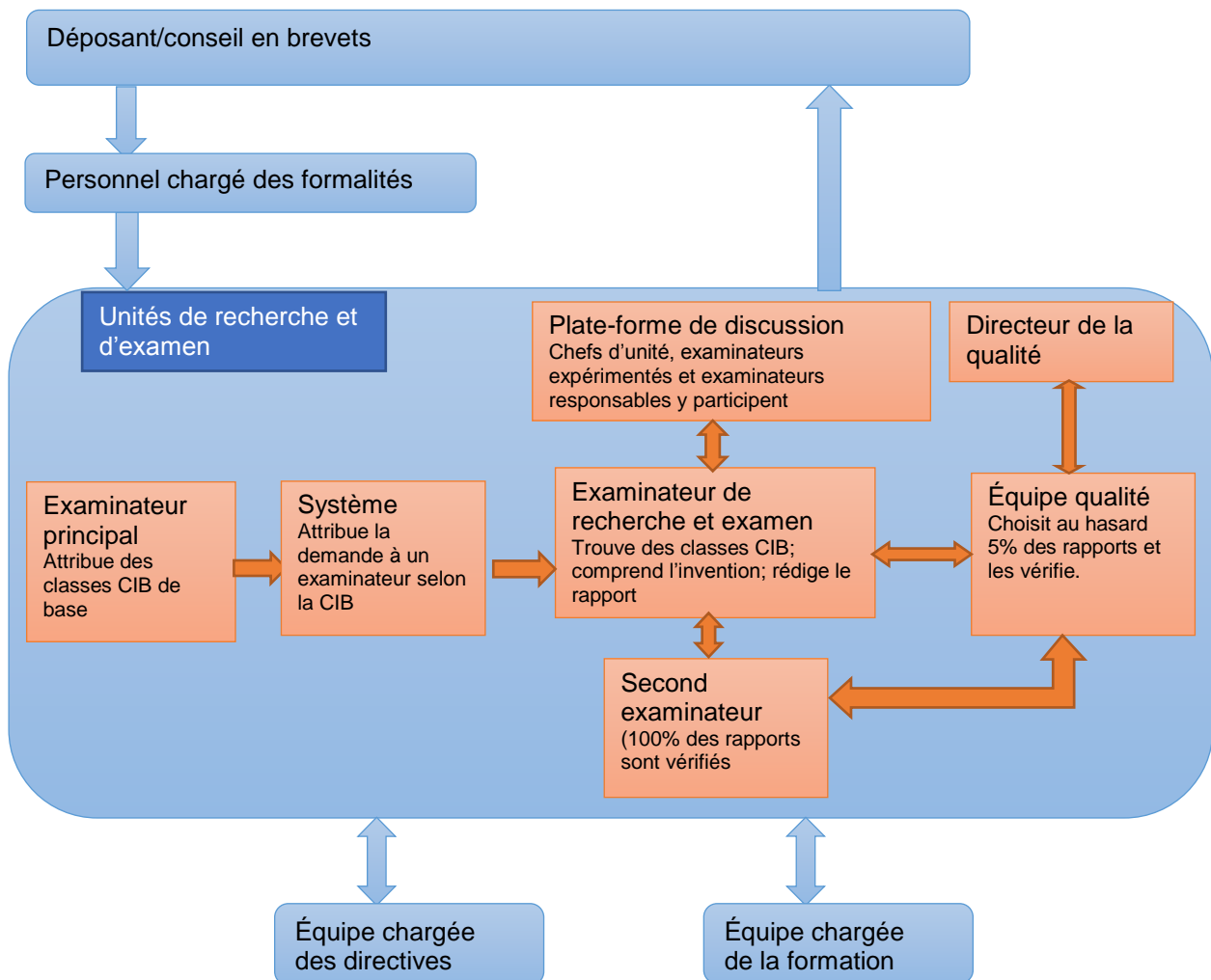
21.06 Indiquer en rapport avec l'organigramme les organes et mécanismes qu'utilise la direction pour garantir :

- a) l'efficacité du système de gestion de la qualité; et*
- b) que la procédure d'amélioration continue progresse.*

³ Le rapport sur les procédures d'évaluation interne du système de gestion de la qualité sera établi après la première évaluation interne du système de gestion de la qualité.

⁴ Des informations supplémentaires sur les procédures d'évaluation interne du système de gestion de la qualité seront recueillies après la première évaluation interne du système de gestion de la qualité.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité



Ensemble, le directeur de la qualité et l'équipe Qualité sont chargés d'améliorer le système de gestion de la qualité et d'assurer son efficacité. Pour garantir l'efficacité du système, l'équipe Qualité se réunit une fois par an afin d'évaluer toutes les données, par exemple : examens effectués par les chefs d'unité, réclamations et objections faites par les utilisateurs, failles dans la recherche et l'examen, résultats des enquêtes et observations émanant des réunions avec les conseils en brevets et déposants. Les résultats des réunions annuelles sont évalués et des mesures de correction ou de prévention sont prises en conséquence. Afin d'améliorer l'efficacité du système de gestion de la qualité, des réunions sont organisées avec l'équipe chargée des directives et de la formation. Au besoin, le directeur de la qualité et l'équipe Qualité peuvent réviser le système de gestion de la qualité et débattre des révisions avec la direction.

21.07 Indiquer comment la direction de l'administration communique à son personnel l'importance que revêt l'observation des exigences découlant des traités et des instruments réglementaires, y compris :

- a) celles qui découlent de la présente norme; et
- b) celles qui respectent le système de gestion de la qualité de l'administration.

La direction de l'Institut organise, au moins une fois par an, une réunion avec le personnel pour examiner le fonctionnement de l'Institut. Au cours de ces réunions, les participants débattent

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

des résultats annuels du département des brevets, présentés par son chef, ainsi que des objectifs de l'année suivante. Les examinateurs et les autres membres du personnel peuvent formuler des suggestions, des réclamations et des observations, concernant non seulement la procédure de recherche et d'examen, mais également tout ce qui a trait à l'Institut, par exemple les exigences formulées dans le traité et les règlements.

Des enquêtes accompagnées de questionnaires sont conduites par la direction afin de déterminer le degré de satisfaction des examinateurs de brevets et d'autres membres du personnel.

En outre, les résultats de chaque examinateur sont évalués et les nouveaux objectifs annuels de celui-ci sont fixés. L'importance du respect des exigences du système de gestion de la qualité est rappelée au personnel. Dans des circonstances exceptionnelles, la direction peut aussi organiser des réunions supplémentaires pour traiter de problèmes de qualité. Tous les agents en sont avisés par courriel.

21.08 Indiquer comment et quand la haute direction de l'administration ou les fonctionnaires habilités :

- a) font des évaluations de gestion et veillent à la mise à disposition des ressources nécessaires;*
- b) évaluent les objectifs de qualité; et*
- c) veillent à ce que ces objectifs soient connus et compris au sein de l'administration concernée.*

La direction se réunit régulièrement pour examiner si les ressources humaines sont suffisantes et si l'infrastructure informatique est conforme aux objectifs de qualité.

En début d'année, le directeur de la qualité et l'équipe Qualité examinent les résultats de l'année précédente au regard des objectifs de qualité. Au besoin, la direction révisé ou modifie ces derniers.

L'équipe chargée des directives révisé les directives de recherche et d'examen de l'Institut en fonction des résultats du contrôle de qualité de l'année précédente. Si des règlements et lois ont été modifiés, l'équipe chargée des directives est chargée de mettre à jour ces directives. Les décisions prises par la plate-forme de discussion et par les tribunaux sont également prises en considération en vue de l'auto-évaluation et de la révision des directives.

L'équipe chargée de la formation fait en sorte que les examinateurs élargissent leurs connaissances et améliorent leurs qualifications en suivant des programmes de formation soigneusement planifiés. Les examinateurs recrutés récemment sont invités à suivre des programmes de formation exhaustifs et intenses. Les examinateurs expérimentés suivent également des programmes de formation afin de se familiariser avec les nouvelles pratiques et de se tenir au courant de l'évolution.

La direction communique les objectifs révisés au personnel au cours de réunions périodiques, de sessions de formation, et les objectifs de qualité révisés sont publiés sur l'intranet. L'ensemble du personnel est toujours avisé par courriel.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

21.09 Indiquer si la haute direction ou les fonctionnaires habilités de l'administration font une évaluation interne du système de gestion de la qualité conformément aux paragraphes :

- a) une fois au moins par an (voir le paragraphe 21.22);*
- b) en fonction de la portée minimale de ces évaluations comme indiqué dans la section 8, à savoir :

pour déterminer la mesure dans laquelle le système de gestion de la qualité repose sur le chapitre 21 (voir les paragraphes 21.22 et 21.24.i));

pour déterminer la mesure dans laquelle le travail de recherche et d'examen respecte les directives du PCT (voir les paragraphes 21.22 et 21.24.i));*
- c) d'une manière objective et transparente (voir le paragraphe 21.22);*
- d) utilisant des apports, y compris des informations selon les paragraphes 21.24.ii) à vi);*
- e) enregistrant les résultats (voir le paragraphe 21.25).*

Tous les trois mois, le directeur de la qualité et l'équipe Qualité établissent des rapports d'évaluation. La haute direction de l'Institut rencontre, au moins une fois par an, le directeur de la qualité pour évaluer ces rapports.

Un rapport d'évaluation contient des fichiers de qualité concernant toutes les activités de recherche et d'examen enregistrées par les chefs d'unité. Ce rapport porte aussi sur l'évaluation et l'efficacité du système de gestion de la qualité.

L'équipe Qualité évalue en outre les procédures de recherche et d'examen et vérifie la conformité des activités des examinateurs aux directives du PCT. Le premier audit aura lieu en 2017. Le groupe de travail chargé des directives de recherche et d'examen du PCT a révisé la directive existante de l'Institut conformément à celle du PCT. Le public peut consulter en ligne la directive de l'Institut (<http://www.tpe.gov.tr>).

2. RESSOURCES

21.10 Note explicative : l'octroi du statut d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international signifie que l'administration a démontré qu'elle possède l'infrastructure et les ressources nécessaires pour appuyer le processus de recherche et d'examen. Le chapitre 21 demande l'assurance que l'administration peut appuyer de manière continue ce processus tout en tenant compte des changements du volume de travail et en répondant aux exigences du système de gestion de la qualité. Les réponses ci-dessous devraient fournir cette assurance.

Ressources humaines :

i) Fournir des informations sur l'infrastructure en place pour veiller à ce qu'un personnel suffisamment nombreux :

puisse faire face à l'apport de travail;

actualise ses compétences techniques nécessaires pour procéder aux recherches et aux examens voulus dans les domaines techniques concernés; et

dispose des connaissances linguistiques lui permettant de comprendre au moins les langues dans lesquelles la documentation minimale mentionnée à la règle 34 du règlement d'exécution du PCT est écrite ou est traduite;

et que ces ressources soient adaptées aux fluctuations de la charge de travail.

ii) Décrire l'infrastructure en place pour veiller à ce qu'un personnel administratif bien formé/qualifié et suffisamment nombreux soit maintenu et adapté aux modifications du volume de travail :

à un niveau permettant d'appuyer le personnel techniquement qualifié et de faciliter le travail de recherche et d'examen; et

pour l'enregistrement des dossiers.

Ressources matérielles :

iii) Décrire l'infrastructure en place pour s'assurer qu'un matériel et des installations appropriés, tels que le matériel informatique et les logiciels, pour permettre de réaliser le travail de recherche et d'examen soient fournis et entretenus;

iv) Décrire l'infrastructure en place pour s'assurer qu'au moins la documentation minimale dont il est question à la règle 34 soit disponible, accessible, bien disposée et tenue à jour à des fins de recherche et d'examen. Précisez si elle se présente sur support papier ou sur microforme, ou stockée sur support électronique, et où elle l'est.

v) Décrire comment les instructions :

aident le personnel à comprendre et respecter les critères et les normes de qualité, et

à suivre les méthodes de travail exactement et systématiquement

sont documentées, fournies au personnel, tenues à jour et adaptées selon que de besoin.

Les examinateurs de brevets de l'Institut sont chargés de conduire les activités de recherche et d'examen. Tous les examinateurs de brevets sont titulaires au minimum d'une licence, et 47% d'entre eux ont ou préparent une maîtrise ou un doctorat. L'Institut est en mesure d'élaborer des rapports de recherche et d'examen dans tous les domaines techniques. Cent pour cent des examinateurs de brevets possèdent des connaissances en anglais, et 12% connaissent aussi une troisième langue telle que l'allemand et le français. L'Institut recrute des

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

examineurs au terme d'un examen composé de trois épreuves (y compris une épreuve de langue étrangère) en fonction de leurs connaissances techniques.

En 2015, l'Institut employait en tout 103 examineurs à plein temps. Tous les examineurs suivent des sessions de formation pour améliorer leur connaissance du système du PCT. Il prévoit de recruter neuf examineurs supplémentaires en 2016.

L'Institut possède un matériel informatique de pointe : chaque examinateur dispose par exemple d'un double écran haute définition 24 pouces, et les logiciels sont constamment améliorés en fonction des besoins et nécessités, en vue de la prestation des services les plus efficaces possible.

Le département de l'informatique et le département des brevets communiquent régulièrement pour procéder aux mises à jour nécessaires des logiciels et répondre aux demandes de matériel. Le logiciel surveille la charge de travail des examinateurs. L'Institut répond aux critères de documentation minimale du PCT. Il a accès aux bases de données suivantes :

- a) EPOQUENet, qui donne accès au Derwent World Patent Index (DWPI);
- b) Bases de données commerciales telles que IEEE Xplore, Elsevier, Springer;
- c) Base de données nationale turque sur les brevets (PATUNA), bases de données du Conseil turc de la recherche scientifique et technologique, y compris EBSCOhost (qui recouvre 375 bases de données en texte intégral, une collection de plus de 600 000 livres électroniques, des index thématiques, des références médicales aux points d'intervention, et tout un ensemble d'archives historiques numérisées);
- d) Réseau STN, qui donne accès à BIOSIS, CAPLUS, Embase, MEDLINE et la base de données de l'American Chemical Society (ACS),
- e) Bases de données gratuites telles que : EMBL-EBI (European Molecular Biology Laboratory – European Bioinformatics Institute), l'interface ChEMBL qui permet d'effectuer des recherches fondées sur le dessin de la formule, NCBI (Centre national d'information sur les biotechnologies – National Center for Biotechnology Information).

Toutes les informations nécessaires sont accessibles via l'intranet : directives du PCT, documents didactiques, documents en rapport avec le système de gestion de la qualité (rapports de qualité, listes de pointage, manuel, etc.).

Ressources en matière de formation :

vi) Décrire l'infrastructure et le programme de formation et de perfectionnement qui permet à tout le personnel participant au processus de recherche et d'examen :

d'acquérir et de conserver l'expérience et les compétences nécessaires; et

d'être pleinement conscient de l'importance de respecter les critères et les normes de qualité.

L'Institut dispense des formations en matière de : droit des brevets, examen quant à la forme, examen quant au fond, nouveauté, activité inventive, possibilité d'application industrielle, unité, clarté, bases de données (EPOQUENET, ESPACENET, etc.), systèmes de classement (Classification internationale des brevets CIB, Classification coopérative des brevets CPC) et

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

cours de langue. Les examinateurs sont en outre tenus de suivre des cours d'enseignement à distance de l'OMPI et de l'EPO.

		THÈME	DURÉE
FORMATION DE BASE	Introduction générale	- Introduction	2 semaines
		- Droit des brevets	
		- Procédures de délivrance	
		- Logiciel de l'Institut pour les brevets	
		- Bases de données	
	- Accords internationaux		
	Sources extérieures	- Cours d'enseignement à distance	
	- Séminaires organisés par l'OEB		

FORMATIONS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN	Introduction à la recherche	- Notions fondamentales	1 semaine
		- Classification	
		- Portée des brevets	
		- Stratégies de recherche	
		- Études de cas	
	Clarté/Unité	- Notions fondamentales	1 semaine
		- Pertinence de la divulgation	
		- Unité	
		- Clarté	
		- Cas complexes	
	Rédaction de rapports de recherche	- Études de cas	1 semaine
		- Format de base	
		- Catégories de documents	
		- Cas supplémentaires	
	EPOQUE Net	- Analyse des revendications (tableau des caractéristiques)	1 semaine
		- Études de cas	
		- Introduction	
		- Recherches de base/stratégie de recherche	
	Nouveauté – Activité inventive	- Sélection/visualisation/impression de documents	1 semaine
		- Études de cas	
- Notions fondamentales			
- État de la technique			
- Délai de grâce			
	- Évaluation		
	- Évaluation de l'activité inventive		
	- Études de cas		

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

	Sources extérieures	- Cours d'enseignement à distance - Séminaires organisés par l'OEB	
	Formation en cours d'emploi	- Formation dispensée par des examinateurs expérimentés en conditions réelles	3 mois

NIVEAU INTERMÉDIAIRE	Physique / Mécanique	- Nouveauté – Activité inventive - Clarté - Unité	2 semaines
	Électronique		2 semaines
	Pharmacie / Chimie		2 semaines

NIVEAU AVANCÉ	Travaux périodiques	- Études de cas	4 fois par an
		- Plates-formes de discussion	2 fois par an
	Cours spéciaux (matières autres que la recherche et l'examen)	- Cours d'enseignement à distance	
		- Séminaires organisés par l'OEB	

AUTRES	Questions relatives au PCT		1 semaine
	Formations linguistiques	- Français, allemand ou autre	sur demande

Suivi des ressources :

vii) Décrire le système en place visant à suivre et à recenser en permanence les ressources nécessaires :

pour faire face à la demande; et

pour respecter les normes de qualité en matière de recherche et d'examen.

Le nombre de demandes de brevet déposées dans toutes les disciplines techniques fait l'objet d'un suivi périodique qui permet de dégager des tendances. Le nombre d'examineurs nécessaires est déterminé en fonction du nombre estimé de demandes déposées dans tous les domaines techniques, puis des examinateurs sont recrutés.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

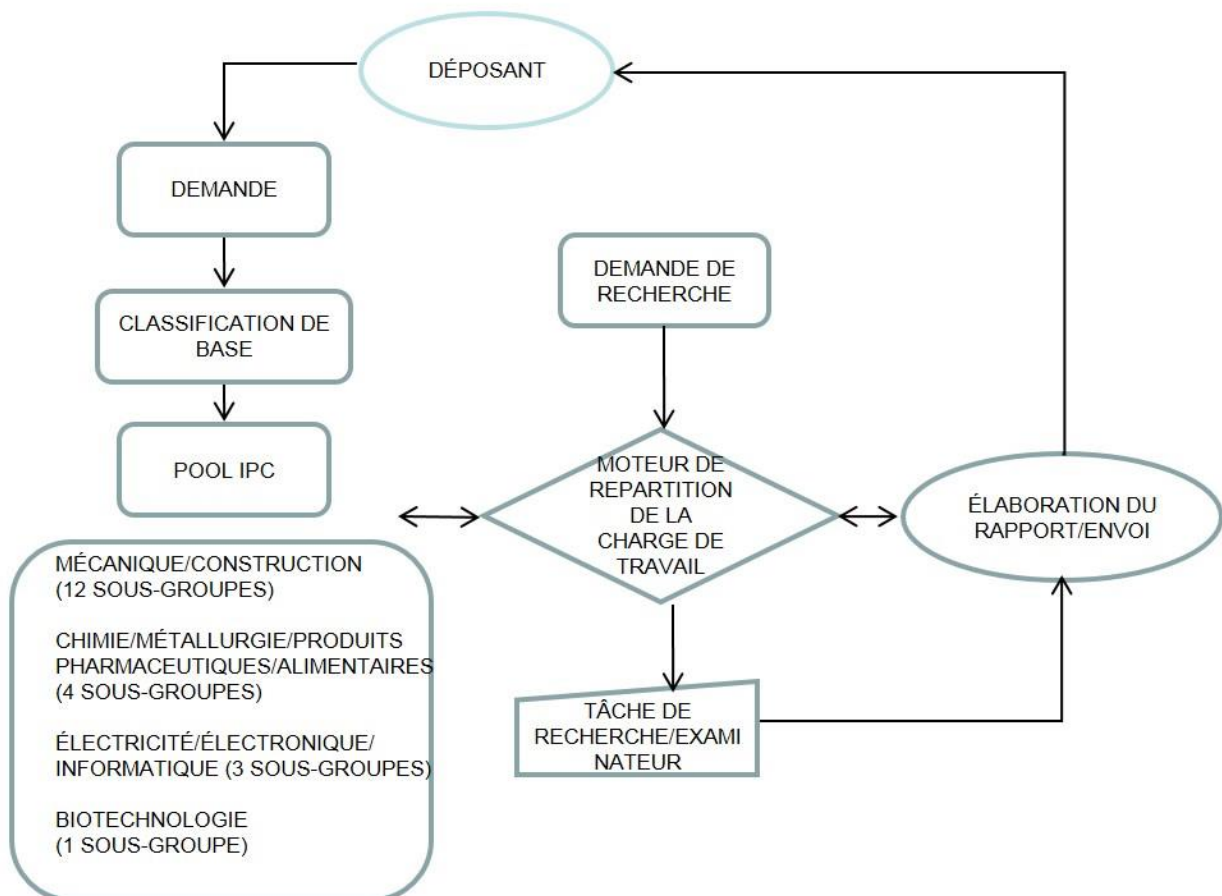
3. GESTION DE LA CHARGE DE TRAVAIL ADMINISTRATIF

21.11 Indiquer comment les pratiques et méthodes mentionnées ci-après en ce qui concerne le traitement des demandes de recherche et d'examen et l'accomplissement des fonctions connexes telles que la saisie de données et le classement sont appliquées :

- i) mise en place de mécanismes de contrôle efficaces s'agissant de l'établissement, dans les délais impartis, de rapports de recherche et d'examen satisfaisant aux normes de qualité déterminées par l'administration concernée; et
- ii) mise en place de mécanismes appropriés de contrôle des fluctuations de la demande et de gestion des retards.

Après le dépôt de la demande, celle-ci commence par être affectée à une classe de base par des examinateurs principaux. Le moteur de gestion de la charge de travail attribue ensuite les demandes à l'examinateur approprié. Ce logiciel répartit la charge de travail de façon égale, surveille les fluctuations de la demande dans chaque domaine technique et gère les retards en vérifiant le numéro de la charge attribuée. Il contrôle aussi les délais d'élaboration des rapports par chaque examinateur et signale tout retard éventuel.

Schéma de répartition de la charge de travail de recherche et d'examen



Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

4. ASSURANCE QUALITÉ

21.12 Les mesures suivantes sont les mesures d'assurance qualité requises pour l'établissement dans les délais impartis de rapports de recherche et d'examen satisfaisant aux normes de qualité déterminées dans les directives. Indiquer les modalités d'application des mesures suivantes, y compris l'utilisation de listes de pointage éventuelles permettant de vérifier les rapports avant leur présentation ou de surveiller l'application de la norme de qualité, dans le cadre d'une procédure de révision après la présentation :

i) un système interne efficace de garantie de la qualité permettant une auto-évaluation, qui comprenne des procédures de vérification, de validation et de suivi des travaux de recherche et d'examen :

visant à garantir leur conformité avec les directives concernant la recherche et l'examen; et la transmission au personnel des informations en retour.

ii) un système de mesure et de collecte de données et d'établissement de rapports. Montrer comment l'administration utilise ce système pour assurer l'amélioration continue des procédures établies.

iii) un système permettant de vérifier l'efficacité des mesures prises pour corriger les défaillances du travail de recherche et d'examen, en éliminer les causes et éviter la répétition des problèmes.

Dans le cadre de la procédure de contrôle de la qualité, un second examinateur vérifie l'exactitude de tous les rapports selon la liste de pointage, avant leur présentation. Ce second examinateur s'assure que le rapport satisfait aux exigences de la liste de pointage. Il vérifie si les codes CIB sont corrects, si toutes les revendications ont fait l'objet d'une recherche, si les mots-clés employés sont exacts, si les codes X, Y, etc., sont corrects, et si les phrases et expressions types prescrites ont été employées dans le rapport.

Après le contrôle de qualité, le second examinateur confirme la qualité du rapport, et ce n'est qu'après cette validation que le premier examinateur envoie le rapport au déposant. Toutefois, si le second examinateur constate une défaillance, il envoie des observations en retour au premier examinateur qui avait établi le rapport. Une fois le rapport revu par le premier examinateur, le second examinateur vérifie à nouveau le rapport revu et confirme l'élimination de la défaillance. Tous les rapports adressés aux déposants sont signés par le premier examinateur une fois les rapports validés au terme du contrôle de qualité.

Dans le cadre de la procédure d'assurance-qualité l'équipe Qualité contrôle tous les mois cinq pour cent des rapports envoyés aux déposants après la procédure de contrôle de la qualité (vérification par un second examinateur) : respect des délais impartis, exactitude du ou des codes CIB, recherche sur tous les revendications effectuée ou non, mots clés employés, exactitude des codes X, Y, etc., emploi ou non des phrases et expressions types prescrites dans le rapport, et consultation des bases de données. Les rapports sont sélectionnés selon la méthode d'échantillonnage aléatoire. Tous les résultats sont enregistrés et font l'objet d'un rapport périodique. Les rapports sont évalués, puis l'équipe Qualité et le directeur de la qualité prennent des mesures correctives.

La plate-forme de discussion traite les cas difficiles et établit des normes pour chaque cas. Le manuel de qualité est révisé périodiquement en conséquence, et tous les examinateurs sont informés des révisions. En outre, les précautions nécessaires sont prises et des révisions du manuel de qualité effectuées en fonction des observations émanant des utilisateurs.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Le cycle PDCA (planifier-exécuter-contrôler-agir) préside à la recherche et l'examen des brevets. La phase de planification recouvre la définition des objectifs selon les besoins des déposants. La phase d'exécution consiste dans la mise en œuvre des plans. La phase de contrôle consiste dans l'analyse des résultats, et la phase d'action permet d'améliorer la qualité du service.

5. COMMUNICATION

Communication entre administrations :

21.13 Note explicative : Chaque administration doit assurer une communication efficace avec les autres administrations.

(Note : ce point est mentionné à titre d'information. Aucune réponse n'est requise par le modèle au paragraphe 21.13)

21.14 Fournir le nom, le titre et les coordonnées du coordonnateur de qualité désigné par les administrations qui se chargera :

- a) d'aider à recenser les pratiques recommandées et à les diffuser parmi les administrations;*
- b) de favoriser leur amélioration continue; et*
- c) de mettre en place une communication efficace avec les autres administrations afin de permettre à ces dernières d'assurer un retour d'information rapide, de sorte que les problèmes systémiques éventuels puissent être évalués et réglés.*

Le directeur de la qualité traite les problèmes de qualité survenus au cours des procédures de recherche et d'examen des brevets. Il est également chargé de contribuer à l'identification et à la diffusion de pratiques optimales auprès des administrations, notamment la mise en place d'une communication efficace avec d'autres administrations.

À la date de nomination de l'Institut, le directeur de la qualité et le coordonnateur des relations avec d'autres administrations est M. Kemal Demir Eralp (kemal.eralp@tpe.gov.tr), examinateur de brevets principal. Le directeur de la qualité est également titulaire d'un certificat de l'Institut turc de normalisation (TSI).

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Communication avec les utilisateurs et conseils aux utilisateurs :

21.15 Décrire le système en place pour contrôler et utiliser les informations communiquées en retour par les clients, comprenant au moins les éléments suivants :

i) *Un système approprié :*

de traitement des réclamations et de correction;

de prise de mesures correctives ou préventives selon que de besoin; et

de fourniture aux utilisateurs des informations en retour.

ii) *Une procédure :*

de suivi de la satisfaction et de la perception des utilisateurs; et

permettant de vérifier que les besoins et attentes légitimes desdits utilisateurs sont satisfaits.

iii) *Fourniture aux utilisateurs (en particulier les déposants non représentés) de conseils et d'informations clairs, concis et approfondis sur la recherche et l'examen, donnant des détails sur l'endroit où ils figurent comme par exemple le site Web de l'administration et les guides.*

iv) *Une indication de l'endroit où l'administration met ses objectifs en matière de qualité à la disposition des utilisateurs et de la manière dont elle le fait.*

Les réclamations sont enregistrées par un logiciel, puis classées et analysées par des agents spécialisés. Toutes les réclamations sont évaluées par l'équipe Qualité. En cas d'erreur, des mesures correctives sont prises, et les décisions notifiées au requérant.

Les enquêtes sont l'un des principaux outils permettant d'évaluer la satisfaction des utilisateurs et l'efficacité du système de gestion de la qualité. C'est pourquoi l'Institut invite les utilisateurs à répondre à ces enquêtes. Soucieux de répondre aux besoins des utilisateurs l'Institut organise des réunions périodiques avec les déposants et les conseils en brevets.

L'Institut publie la Directive de recherche et d'examen sur son site Web. Des cours de formation sur les rapports de recherche et d'examen sont également organisés à l'intention des déposants et des conseils en brevets.

Le site Web de l'Institut donne des indications sur les modalités de dépôt de demandes internationales au titre du PCT, sur les directives du PCT et le règlement d'exécution du PCT ainsi que des informations utiles telles que les taxes applicables aux demandes de brevet, des formulaires et des exemples.

21.16 *Communication avec l'OMPI et avec les offices désignés ou élus :*

Décrire comment l'administration met en place des moyens efficaces de communication avec l'OMPI et les offices désignés et offices élus et, en particulier comment elle veille à ce que le retour d'information de l'OMPI soit promptement évalué et pris en compte.

Le directeur de la qualité est également chargé de la communication avec l'OMPI et les offices désignés ou élus.

À la date de nomination de l'Institut, le directeur de la qualité et le coordonnateur des relations avec d'autres administrations est M. Kemal Demir Eralp (kemal.eralp@tpe.gov.tr), examinateur de brevets principal.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

6. DOCUMENTATION

21.17 Note explicative : le système de gestion de la qualité de l'administration doit être clairement décrit et mis en œuvre afin que toutes les procédures engagées au sein de l'administration et que les produits et services qui en résultent puissent être surveillés et contrôlés et que leur conformité soit vérifiée. Cela est fait dans les documents qui constituent le Manuel sur la qualité de l'administration (voir le paragraphe 21.18).

(Note : ce point est mentionné à titre d'information. Aucune réponse n'est requise par le canevas au paragraphe 21.17)

21.18 Les documents qui constituent le manuel sur la qualité servent à documenter les procédures et processus ayant une incidence sur la qualité du travail, tels que le classement, la recherche, l'examen et les tâches administratives connexes. À cet égard, le manuel indique l'endroit où se trouvent les instructions relatives aux procédures.

Aux fins du présent rapport, indiquer :

- a) les documents constituant un manuel sur la qualité qui ont été établis et distribués;*
- b) les supports sur lesquels il s'appuie (comme par exemple la publication interne, Internet et Intranet); et*
- c) les mesures de contrôle prises comme par exemple la numérotation de la version et l'accès à la dernière version.*

Les documents qui composent le Manuel de qualité ont été élaborés et distribués au personnel. Des mesures de contrôle des documents sont prises, par exemple la numérotation des versions, et la dernière version en date est publiée à l'échelon interne. Tous les documents sont disponibles sur l'intranet.

21.19 Indiquer si le manuel sur la qualité comprend les documents suivants :

- i) la politique en matière de qualité de l'administration, accompagnée d'une déclaration de la haute direction indiquant expressément son adhésion au système de gestion de la qualité;*
- ii) la portée du système de gestion de la qualité, avec des informations détaillées sur tous éléments exclus et les justifications de ces exclusions;*
- iii) la structure organique de l'administration et les responsabilités confiées à chacun de ses départements;*
- iv) la description des procédures appliquées au sein de l'administration, telles que la réception des demandes, le classement, la diffusion, la recherche, l'examen, la publication et les mécanismes d'appui, ainsi que les procédures arrêtées aux fins du système de gestion de la qualité ou les renvois à ces procédures;*
- v) les ressources disponibles aux fins de l'application des processus et de la mise en œuvre des procédures; et*
- vi) une description de l'interaction entre ces processus et les procédures relevant du système de gestion de la qualité.*

Le Manuel de qualité comprend la politique en matière de qualité, la portée du système de gestion de la qualité, la structure de l'organisation, les procédures suivies dans l'administration, consignées par écrit, les ressources nécessaires à l'exécution des procédures et leurs interactions.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

21.20 Indiquer les types de données que l'administration tient à jour comme :

- i) une définition des documents conservés et de l'endroit où ils sont archivés;*
- ii) les résultats de l'évaluation de gestion;*
- iii) la formation, les compétences et l'expérience des membres du personnel;*
- iv) des preuves de la conformité des processus ainsi que des produits et services en résultant aux normes de qualité;*
- v) les résultats des évaluations relatives aux exigences applicables aux produits;*
- vi) les procédures de recherche et d'examen menées à bien pour chaque demande;*
- vii) des données permettant de suivre et de reconstituer chaque tâche individuelle;*
- viii) les dossiers des audits effectués dans le cadre du système de gestion de la qualité;*
- ix) les mesures prises en cas de produits non conformes, par exemple les corrections effectuées;*
- x) le suivi des mesures correctives;*
- xi) le suivi des mesures préventives; et*
- xii) la description de la procédure de recherche, telle qu'exposée dans la section 7.*

Le directeur de la qualité et l'équipe chargée de la qualité tiennent à jour des dossiers sur l'évaluation de la gestion, la formation du personnel, les preuves de conformité des procédures, les résultats des évaluations relatives aux rapports de recherche et d'examen, les procédures de de recherche et d'examen menées à bien pour chaque demande, les données permettant de suivre et de reconstituer chaque tâche individuelle, les mesures prises en cas de produits non conformes, par exemple les mesures de correction et de prévention, et la description de la procédure de recherche.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

7. DESCRIPTION DE LA PROCÉDURE DE RECHERCHE

21.21 À des fins internes, l'administration décrit sa procédure de recherche.

L'administration doit indiquer

- a) *le ou lesquels des éléments suivants figurent dans cette procédure :*
 - i) *les bases de données consultées (bases de données de brevets et de littérature non-brevet);*
 - ii) *les mots clés, combinaisons de mots et troncatures utilisés;*
 - iii) *la ou les langues dans lesquelles la recherche a été effectuée;*
 - iv) *les classes et les combinaisons de classes dans lesquelles la recherche a été effectuée, au moins selon la CIB ou une classification équivalente; et*
 - v) *la liste de tous les énoncés de recherche utilisés dans les bases de données consultées;*
- b) *les autres informations applicables à la recherche elle-même qui peuvent figurer dans ce dossier comme par exemple un énoncé de l'objet de la recherche, les détails revêtant une importance particulière pour la recherche sur l'Internet, un dossier des documents consultés, un thésaurus en ligne et des bases de données de synonymes ou de concepts.*

(Note explicative : l'administration internationale est priée de consigner les autres informations qu'elle peut collecter pour contrôler et améliorer le processus de recherche)
- c) *les cas particuliers qui sont documentés et si des dossiers sont conservés qui consignent :*
 - vi) *la limitation de la recherche, avec les justifications de cette limitation;*
 - vii) *le manque de clarté des revendications; et*
 - viii) *l'absence d'unité d'invention.*

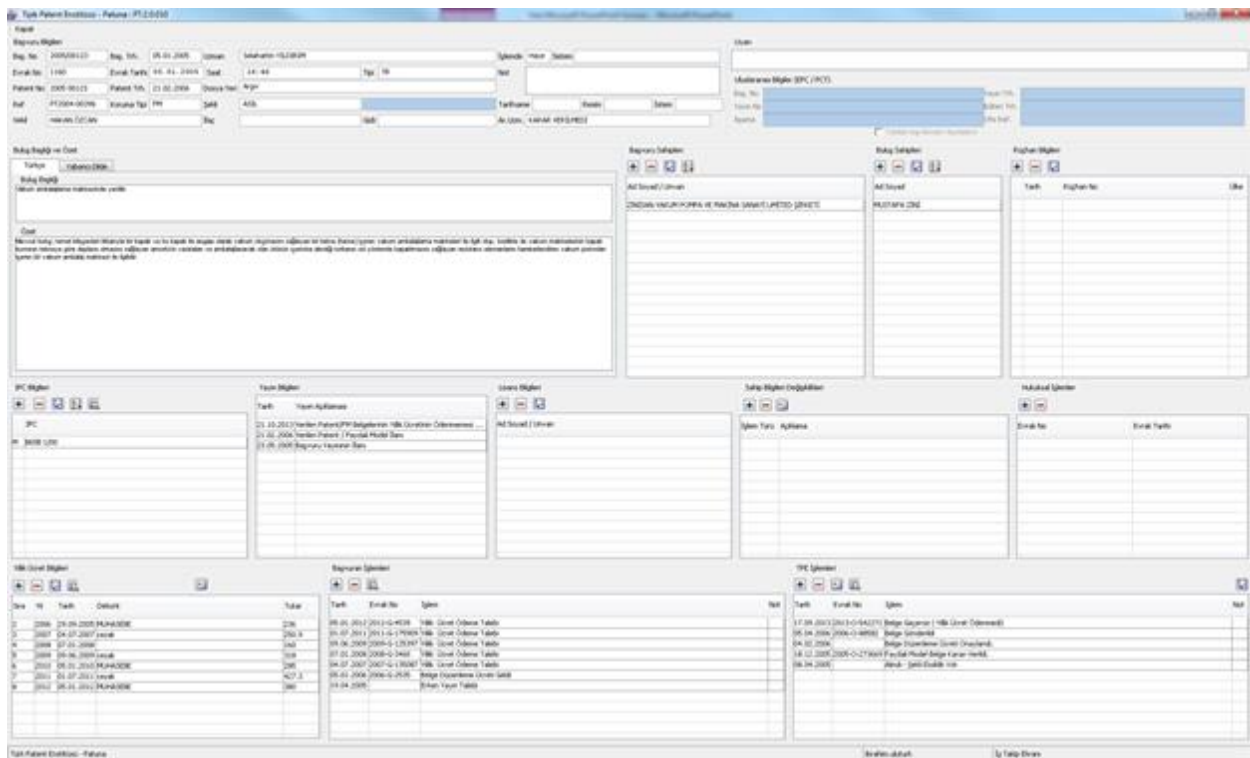
Le système informatique, dénommé PATUNA (Système de gestion des dossiers de brevets) permet d'exécuter les procédures et d'enregistrer chaque étape des procédures de recherche et d'examen, ainsi que les formalités depuis le dépôt de la demande jusqu'à la délivrance du brevet.

L'Institut est un "bureau sans papier"; 95% des demandes sont déposées en ligne. Chaque demande sur papier est numérisée, ce qui permet une recherche sur le texte intégral à l'aide du programme PATUNA.

Grâce au programme PATUNA, tous les renseignements concernant la demande de brevet sont enregistrés : numéro de demande, date de la demande, déposant et inventeur, priorité, classes CIB, publication, toute la correspondance entre le déposant et l'Institut, taxes applicables, modifications des transactions. Les données enregistrées dans le système PATUNA facilitent l'analyse et l'étude statistique de l'ensemble de la procédure, depuis le dépôt de la demande jusqu'à la délivrance du brevet ou le refus de la demande.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Système de gestion des dossiers de brevets (PATUNA)

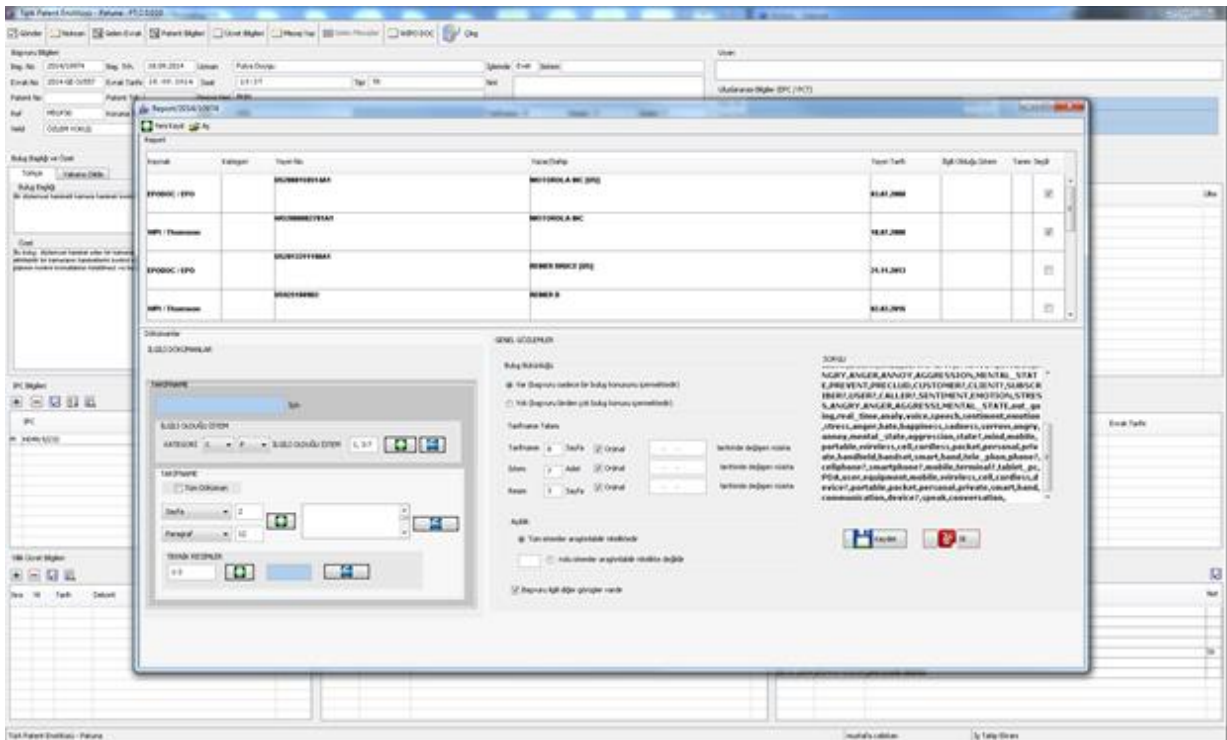


L'Institut dispose aussi d'un programme de gestion des rapports de recherche et d'examen du système de gestion de la qualité, intégré au programme PATUNA, qui enregistre et consigne la procédure de recherche et d'examen conformément au système de gestion de la qualité. Ce programme permet de noter les bases de données consultées, les mots-clés, les combinaisons de mots et les troncatures employées, la ou les langues dans lesquelles la recherche a été effectuée, les classes et combinaisons de classes dans lesquelles la recherche a été effectuée selon la CIB et la liste de tous les énoncés de recherche utilisés dans les bases de données consultées. Ce programme enregistre aussi les cas particuliers, par exemple le manque de clarté et d'unité des revendications.

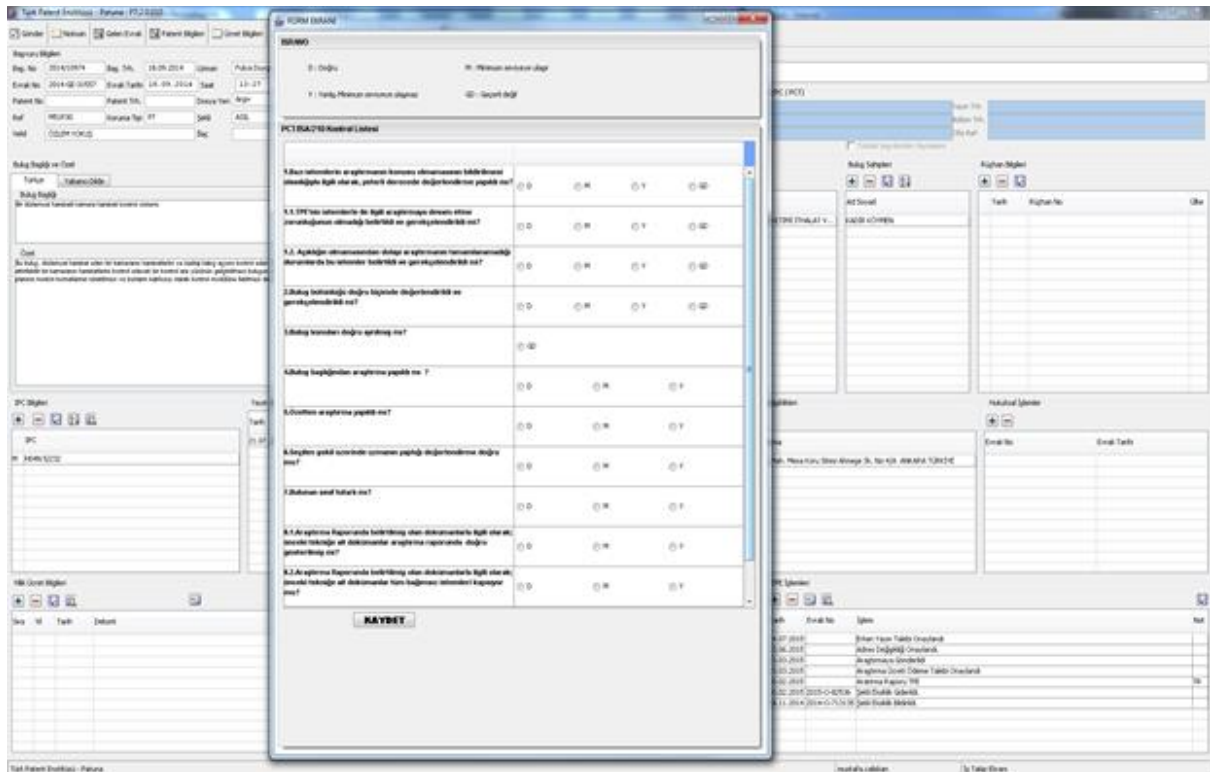
Ce programme permet au second examinateur de vérifier les rapports de recherche et d'examen à l'aide de la liste de pointage. Les résultats de la liste de pointage du second examinateur sont enregistrés et peuvent être consultés à des fins d'évaluation des commentaires reçus au cours de l'évaluation du travail des examinateurs. Les erreurs systématiques, les problèmes courants et le manque de connaissances dans certains domaines sont ainsi décelés, et ces informations sont prises en considération au moment de prendre des décisions concernant les besoins de formation ou les domaines à améliorer. Les données enregistrées dans ce programme facilitent l'analyse et l'évaluation statistique de la procédure de recherche et d'examen.

Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

Programme de gestion des rapports de recherche et d'examen
du système de gestion de la qualité



Programme de gestion des rapports de recherche et d'examen
du système de gestion de la qualité (liste de pointage)



Rapport initial établi par l'Institut turc des brevets concernant le système de gestion de la qualité

8. ÉVALUATION INTERNE

21.22 Note explicative : l'administration doit faire rapport sur ses propres dispositions en matière d'évaluation interne. Ces évaluations déterminent la mesure dans laquelle elle a établi un système de gestion de la qualité fondé sur le modèle du chapitre 21 et la mesure dans laquelle elle se conforme aux exigences de ce système et aux directives concernant la recherche et l'examen. Les évaluations doivent être objectives et transparentes pour montrer si ces exigences et ces directives sont ou non appliquées de manière cohérente et efficace, et elles doivent être effectuées une fois au moins par an. S'agissant du paragraphe 21.08 de ce modèle, l'administration peut, si elle le souhaite, fournir sous cette rubrique, des informations supplémentaires sur ses dispositions en matière d'évaluation interne.

21.23-21.25 Ces dispositions sont communiquées conformément à ce modèle dans la section 1 ci-dessus (21.04 à 21.09). L'administration peut, si elle le souhaite, fournir des informations supplémentaires sur d'autres apports à ses évaluations internes, conformément à la présente section.

9. DISPOSITIONS PRISES PAR LES ADMINISTRATIONS POUR FAIRE RAPPORT À LA RÉUNION DES ADMINISTRATIONS INTERNATIONALES

21.26 Les modalités de présentation de rapports définies dans le chapitre 21 comprennent deux phases : le rapport initial à établir en vertu du paragraphe 21.26.a) et les rapports annuels supplémentaires visés au paragraphe 21.26.b). À la deuxième réunion informelle du sous-groupe chargé de la qualité, tenue à Canberra les 6 et 7 février 2012, le sous-groupe a recommandé qu'au lieu de soumettre des rapports complets tous les cinq ans et des mises à jour successives les autres années, les administrations présentent chaque année un rapport complet faisant clairement apparaître les différences par rapport à celui de l'année précédente, par exemple avec la fonction "changements apparents" ou tout autre moyen de mise en évidence des différences. Le modèle pour les rapports annuels supplémentaires n'est donc plus utilisé.

[L'annexe V suit]



OFFICE CORÉEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

RAPPORT

OFFICE CORÉEN DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Décembre 2015 et mars 2016

INTRODUCTION

1. Le présent rapport de l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO) rend compte du résultat de visites faites à l'Institut turc des brevets (ci-après dénommé "Institut") en décembre 2015 et en mars 2016, ainsi que de la coopération établie entre l'Institut, le KIPO et l'Office espagnol des brevets et des marques de décembre 2015 à mars 2016. Le KIPO a signé le protocole d'accord avec l'Institut à l'appui du but et des efforts de celui-ci.
2. Conformément à la recommandation de l'Assemblée de l'Union du PCT tenue en 2014 concernant la nomination d'une administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international, des experts (notamment un directeur de l'examen quant au fond, un examinateur chargé de la réglementation et du système, et un spécialiste de l'informatique du KIPO, l'une des administrations chargées de la recherche internationale) ont conduit une mission d'enquête et d'évaluation et ont échangé leurs savoirs et expériences accumulés depuis 1999, année d'entrée en service de l'administration chargée de la recherche internationale.
3. Grâce à ces visites et à cette coopération, le KIPO a été en mesure de mieux comprendre non seulement le statut actuel de l'Institut, au travers des faits et des chiffres présentés par l'Institut, mais aussi le souhait de celui-ci d'être nommé en qualité d'administration chargée de la recherche internationale.
4. Créé en 1994, l'Institut vient au quinzième rang mondial d'après le nombre de demandes nationales de brevets; il assure des services de grande qualité en matière de propriété intellectuelle, et traite des demandes de brevet, de modèles d'utilité, de marques, de dessins et modèles et d'indications géographiques.
5. Le KIPO et l'Office espagnol des brevets et des marques ont débattu un projet de nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et examiné si l'Institut remplit les conditions d'obtention du statut d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international conformément aux règles 36 et 63 du règlement d'exécution du PCT. L'Institut a déployé tous les efforts possibles pour répondre en tous points aux recommandations du KIPO et de l'Office espagnol des brevets et des marques.

ENQUÊTE ET ÉVALUATION

6. Les conditions à remplir pour obtenir le statut d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international sont les suivantes :

Examineur de brevets

Règle 36.1 du règlement d'exécution du PCT

i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches;

iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite;

7. En février 2016, l'Institut employait 103 examinateurs de brevets à temps plein, qui détiennent des qualifications techniques suffisantes pour effectuer des recherches et qui couvrent plus de 19 domaines techniques, dont la mécanique, l'électricité, la chimie et la biotechnologie (voir le tableau 1). L'Institut envisage de recruter neuf examinateurs débutants avant la fin du mois de mars 2016 et de porter le nombre d'examineurs de brevets à 162 d'ici à 2019.

Tableau 1. Nombre d'examineurs de brevets par domaine technique

Domaine technique	Nombre (en équivalents plein temps)
Mécanique	45
Électricité/Électronique	29
Chimie	23
Biotechnologie	6
<i>Total</i>	<i>103</i>

8. Tous les examinateurs sont en mesure de comprendre des documents rédigés en turc et en anglais, et 12% d'entre eux ont une connaissance pratique du français ou de l'allemand.

9. Il est essentiel que les examinateurs soient titulaires, au minimum, d'une licence, et qu'ils subissent un test spécial destiné à vérifier leur capacité d'examen des brevets. Ils doivent en outre participer à divers programmes de formation dispensés par l'Académie de l'OEB, l'Académie de l'OMPI et de nombreuses autres institutions de formation. Cela garantit que les examinateurs de l'Institut possèdent des connaissances techniques suffisantes pour procéder à des recherches et à l'examen des demandes de brevet selon le PCT.

Documentation minimale du PCT

Règle 36.1 du règlement d'exécution du PCT

ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34, ou avoir accès à cette documentation minimale, laquelle doit être disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche et se présenter sur papier, sur microforme ou sur un support électronique;

10. L'Institut a accès à la documentation minimale du PCT – documentation en matière de brevets et littérature non-brevet – grâce à EPOQUE.net et au Conseil turc de la recherche scientifique et technique (TUBITAK).

11. Le système EPOQUE.Net que l'Institut utilise couvre des documents de brevet du monde entier, en partenariat avec l'OEB. Il permet à l'Institut d'effectuer des recherches dans la documentation minimale du PCT en matière de brevets et d'accéder à des documents relatifs à

l'état de la technique rédigés non seulement en anglais, mais aussi dans d'autres langues, grâce à son logiciel de traduction automatique.

12. Le TUBITAK met en outre à disposition de nombreuses bases de données scientifiques qui couvrent la majeure partie de la documentation minimale du PCT en matière de littérature non-brevet.

13. L'Institut a aussi le droit d'accéder à divers périodiques et revues scientifiques, publiés par exemple par IEEE Xplore, Elsevier, Springer et STN, ce qui lui permet de publier en ligne toute une gamme de revues commerciales, tout en s'efforçant d'étendre la portée de ses bases de données commerciales et gratuites.

14. En outre, l'Institut a récemment facilité l'accès aux documents de brevets nationaux turcs en texte intégral en numérisant tous les documents. Ces données numérisées, ainsi que les catégories de recherche dans le système de gestion de dossiers de brevets PATUNA, aident les examinateurs de l'Institut à procéder plus facilement et plus commodément à ses documents turcs.

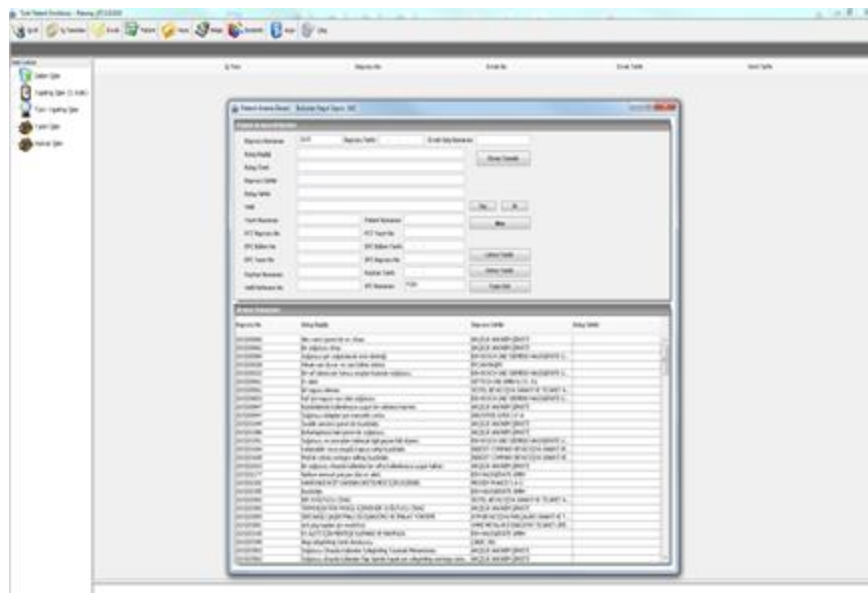


Figure 1. Interface de recherche en ligne du système PATUNA

Système de gestion de la qualité

Règle 36.1 du règlement d'exécution du PCT

iv) cet office ou cette organisation doit disposer d'un système de gestion de la qualité et de dispositions internes en matière d'évaluation conformément aux règles communes de la recherche internationale;

15. En 2015, l'Institut a organisé trois groupes de travail afin de conduire les activités suivantes avant mars 2016 :

- Le groupe de travail chargé de l'élaboration des directives du PCT en matière de recherche et d'examen a examiné les manuels du KIPO, de l'Office espagnol des brevets et des marques et de l'Office des brevets du Japon, et révisé les directives en vigueur de l'Institut au regard du PCT, du règlement d'exécution du PCT et des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT. Les directives de l'Institut sont publiées sur le site Web <http://www.tpe.gov.tr>.

- Le groupe de travail chargé de la planification de la formation a conçu des programmes de formation fondés sur le système de formation de l'Office européen des brevets. L'Institut continue d'actualiser ses programmes dans différents domaines techniques, y compris des cours d'enseignement à distance, des formations en cours d'emploi, etc., en coopération avec d'autres institutions de formation en matière de propriété intellectuelle telles que l'Institut international de formation à la propriété intellectuelle (IIPTI) du KIPO.
- Conformément au chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT, le groupe de travail chargé du système de gestion de la qualité a mis en place le système de gestion de la qualité de l'Institut selon la méthode du cycle PDCA (planifier-exécuter-contrôler-agir).

16. Grâce aux activités de ces trois groupes de travail, l'Institut a été en mesure de charger l'équipe Qualité d'exploiter son propre système de gestion de la qualité. Tous les rapports des examinateurs seront vérifiés par un deuxième examinateur. Conformément aux règles et procédures du système de gestion de la qualité, 5% des rapports de recherche et d'examen, sélectionnés au hasard, seront vérifiés et revus par l'équipe de gestion de la qualité ou des chefs d'unité.

17. À l'appui de ces activités, le *[programme de gestion des rapports de recherche et d'examen du système de gestion de la qualité]* a été récemment mis en œuvre dans le système PATUNA, puis amélioré en fonction des observations faites par l'équipe Qualité et les divisions chargées de l'examen.

18. Le KIPO est fermement convaincu que le système de gestion de la qualité mis en place par l'Institut est prêt à répondre aux exigences formulées au chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT.

CONCLUSION

19. Compte tenu de tous les points précités, l'Institut remplit toutes les conditions nécessaires à une nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international conformément aux règles 36 et 63 du règlement d'exécution du PCT. C'est pourquoi le KIPO ne doute pas de la capacité de l'Institut d'être nommé en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

[L'annexe VI suit]



MINISTERIO
DE INDUSTRIA, ENERGÍA
Y TURISMO



RAPPORT

OFFICE ESPAGNOL DES BREVETS ET DES MARQUES

Mission d'enquête du PCT auprès de l'INSTITUT TURC DES BREVETS

Décembre 2015 et mars 2016

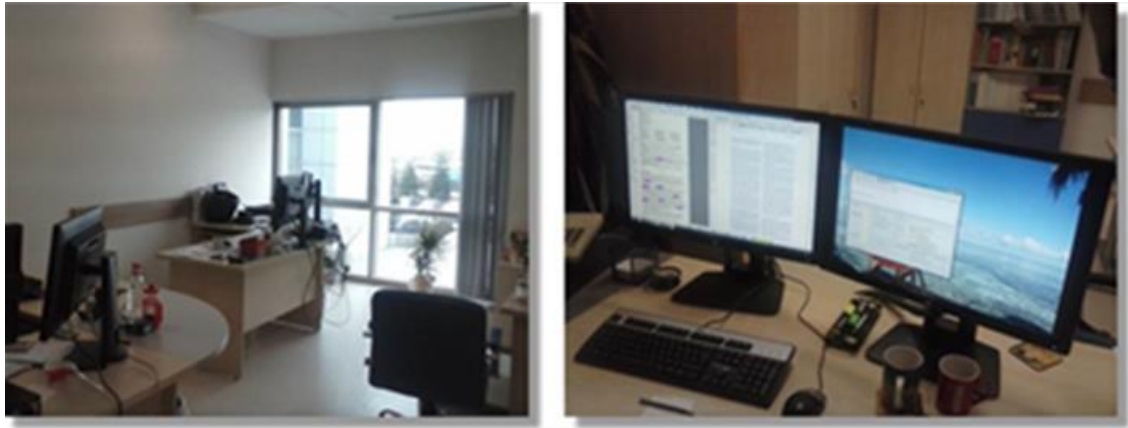
INTRODUCTION

1. Du 14 au 17 décembre 2015 et du 7 au 10 mars 2016, un conseiller technique de l'Office espagnol des brevets et des marques s'est rendu par deux fois à l'Institut turc des brevets (ci-après dénommé "Institut") pour conduire une activité de coopération visant à apporter une assistance technique à l'Institut dans le cadre de la procédure de nomination au statut d'administration internationale instituée en vertu du PCT.
2. En 2014, l'Assemblée de l'Union internationale de coopération en matière de brevets a adopté un mémorandum d'accord qui énonce les nouvelles conditions que doivent remplir les offices de brevets candidats à une nomination en qualité d'administrations internationales instituées en vertu du PCT. Parmi ces nouvelles conditions figure celle-ci : *"Tout office national ou organisation intergouvernementale (ci-après dénommés 'office') candidat à la nomination est vivement encouragé à demander l'assistance d'une ou plusieurs administrations internationales existantes avant de présenter sa candidature formelle, afin de déterminer plus précisément dans quelle mesure il remplit les critères."* (paragraphe 25.a) du document PCT/A/46/6, Rapport adopté par l'Assemblée de l'Union du PCT).
3. L'Institut a annoncé son intention de se porter candidat, avant mars 2016, à sa nomination en qualité d'administration internationale au titre du PCT et, afin de remplir cette nouvelle condition, il a demandé à l'Office espagnol des brevets et des marques, en sa qualité d'administration internationale au titre du PCT, et sur la base d'un mémorandum d'accord conclu entre les deux offices, de procéder à une évaluation en vue dans le cadre de la procédure de demande. L'Institut a également sollicité la même assistance de l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO), qui la lui a également fournie. Afin d'obtenir une aide plus efficace, et compte tenu du temps limité, l'Institut a convoqué le KIPO et l'Office espagnol des brevets et des marques ensemble de sorte qu'ils fournissent l'assistance demandée.
4. À l'issue de ces visites d'assistance, il était prévu que les administrations internationales coopérantes présentent, avant mars 2016, un rapport d'évaluation que l'Institut joindrait à sa candidature à l'attention de l'OMPI. L'Institut a estimé qu'une seconde visite de coopération devrait être effectuée en mars 2016 afin d'achever le rapport final.

L'INSTITUT TURC DES BREVETS : FAITS ET CHIFFRES

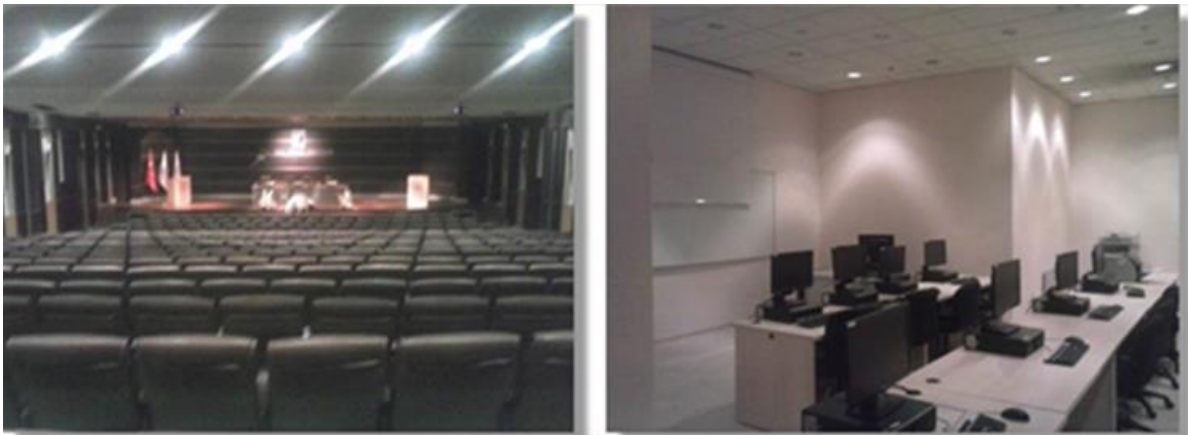
5. L'Institut est situé à Ankara, dans un immeuble moderne dont la construction a été achevée il y a une dizaine d'années. Les pièces, inondées de lumière naturelle, sont modernes et spacieuses. Les examinateurs de brevets travaillent dans des bureaux de deux à trois personnes. L'Institut a été aménagé selon les plans d'autres offices de brevets européens. L'immeuble est suffisamment vaste pour accueillir d'autres bureaux, en prévision du recrutement d'autres examinateurs prévu en 2016. Tous les examinateurs disposent d'une

table moderne et d'un ordinateur à deux écrans 24 pouces. Ils ont tous accès à la base de données EPOQUE.



Bureaux des examinateurs de l'Institut turc des brevets. Notez les doubles écrans

6. L'immeuble de l'Institut abrite aussi plusieurs salles de réunion équipées, ainsi que, notamment, un auditorium d'une capacité de 400 personnes et une salle de formation équipée de plus de vingt postes informatiques.



Auditorium et salle de formation informatique

7. L'Institut reçoit environ 5500 demandes de brevet nationales par an, et le nombre de demandes en instance, quasiment négligeable – quatre mois environ – a été maintenu à ce niveau très modeste en sous-traitant à d'autres offices des brevets internationaux : ceux de l'Australie, de la Suède, du Royaume-Uni, du Danemark, ainsi l'Office européen des brevets. Grâce au renforcement des capacités de l'Institut en matière de recherche et d'examen, le volume des demandes sous-traitées a diminué au cours des dernières années : depuis la fin de 2015, l'Institut se charge lui-même de toutes les opérations de recherche et d'examen.

NOMBRE D'EXAMINATEURS DE BREVETS

8. Un office des brevets qui se porte candidat à sa nomination en qualité d'administration internationale doit satisfaire à l'exigence suivante, énoncée dans les règles 36.1.i) et 63.1.i) du règlement d'exécution du PCT : "*l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches*" et à la nouvelle exigence stipulée dans le mémorandum adopté

en 2014 par l'Assemblée de l'Union du PCT : *“Pour que cette candidature puisse être soumise, l'office candidat devrait remplir tous les critères matériels applicables au moment de sa nomination par l'Assemblée”*.

9. Au cours de la mission d'assistance technique, conduite de décembre 2015 à mars 2016, l'Institut a déployé des efforts considérables pour répondre à l'exigence énoncée dans les règles 36.1.i) et 63.1.i). À partir d'un effectif initial de 89 examinateurs, la direction de l'Institut a réaffecté les examinateurs auparavant chargés d'autres services de soutien dans d'autres départements de l'Institut (sensibilisation, promotion et formation, par exemple). Grâce à cette redistribution, l'Institut est parvenu, en janvier 2016 au chiffre visé de 103 examinateurs, ayant tous la capacité d'effectuer des travaux de recherche et d'examen.

10. En outre, l'Institut a reçu l'autorisation de l'Agence centrale turque pour l'emploi de recruter neuf examinateurs supplémentaires en 2016. Les nouvelles recrues devraient prendre leurs fonctions d'ici à mars 2016. L'Institut comptera donc 112 examinateurs d'ici à la présentation officielle de sa candidature auprès de l'OMPI. Par ailleurs, l'Institut a reçu en février 2016 l'accord du Gouvernement turc pour le recrutement de cinquante examinateurs supplémentaires d'ici à 2019. Lorsque l'Institut deviendra pleinement opérationnel en qualité d'administration internationale au titre du PCT, il disposera en tout de 162 examinateurs de brevets.

11. En conséquence, l'Institut satisfait à l'exigence énoncée dans les règles 36.1.i) et 63.1.i) du règlement d'exécution du PCT.

DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ASSISTANCE ET D'ÉVALUATION

12. La procédure d'assistance et d'évaluation a été répartie sur deux visites principales rendues à l'Institut. Une communication très active par courrier électronique a été entretenue sur une période totale de quatre mois environ.

13. Au cours des visites d'évaluation, l'Institut, le KIPO et l'Office espagnol des brevets et des marques ont fait toute une série d'exposés pour échanger des expériences et des points de vue sur leur activité relative au PCT.

14. Des réunions ont été également organisées avec des représentants des principaux domaines d'activité de l'Institut :

- Département des brevets
- Groupe de travail chargé du système de gestion de la qualité
- Groupe de travail chargé des directives de recherche et d'examen de l'Institut turc des brevets
- Groupe de planification de la formation

15. L'activité de coopération en matière d'évaluation s'est donc inscrite dans un programme axé sur les principaux domaines de travail concernés par les exigences énoncées dans les règles 36 et 63 du règlement d'exécution du PCT :

- Système de gestion de la qualité
- Documentation minimale du PCT, outils informatiques et bases de données
- Capacité des examinateurs en matière de recherche et d'examen. Formation

SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ

16. Des réunions et des échanges par courrier électronique ont eu lieu avec le groupe de travail de l'Institut turc des brevets chargé du système de gestion de la qualité. Selon les règles 36 et 63 du règlement d'exécution du PCT, toutes les administrations internationales du PCT doivent mettre en place un système de gestion de la qualité. Le chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT décrit en détail les aspects organisationnels, fonctionnels et opérationnels de ce système. Les trois offices (l'Institut turc des brevets, l'Office coréen de la propriété intellectuelle et l'Office espagnol des brevets et des marques) ont échangé leurs expériences dans ce cadre. À ce stade, tous les paragraphes du chapitre ont été examinés : Encadrement et politique; Ressources; Gestion de la charge de travail administratif; Assurance-qualité; Communication; Documentation; Description de la procédure de recherche; Système d'évaluation interne et modalités de présentation de rapports.

17. L'Institut a mis en œuvre une structure organisationnelle à l'échelon national pour le système de gestion de la qualité. Il présente un système de contrôle qualité applicable à tous les rapports et effectué par deux examinateurs principaux. Au cours de la procédure d'assistance, l'Office espagnol des brevets et des marques a partagé des informations et des expériences concernant son propre système de gestion de la qualité et la façon de l'adapter au chapitre 21, par exemple sur le plan des non-conformités, de l'enregistrement des mesures correctives et préventives, des instructions d'enregistrement de la stratégie de recherche et des indicateurs. D'autres aspects, tels que la documentation des procédures et les modalités d'examen interne, ont également été abordés.

18. Les instructions suivantes et les procédures figurant dans le manuel de qualité de l'Office espagnol des brevets et des marques, traduites en anglais, ont notamment été fournies à l'Institut :

- Politique de l'Office espagnol des brevets et des marques en matière de qualité, objectifs et normes
- Procédures figurant dans le manuel de qualité, relatives au rapport de recherche internationale et d'opinion écrite
- Clauses types de l'Office espagnol des brevets et des marques applicables au PCT
- Listes de pointage de l'Office espagnol des brevets et des marques relatives au rapport de recherche internationale et à l'opinion écrite (formulaires ISA210 et ISA237)
- Directives et formulaire relatifs aux stratégies de recherche. Exemples
- Définitions d'indicateurs de l'Office espagnol des brevets et des marques et procédure.
- Procédure de gestion des non-conformités
- Procédure de gestion des mesures correctives et préventives
- Traitement des réclamations, procédure de suggestions et de félicitation
- Procédure d'évaluation de la satisfaction des clients et des parties prenantes quant à la qualité

19. S'agissant du délai de mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité par un office candidat à la nomination en qualité d'administration internationale, le mémorandum d'accord signé en 2014 par l'Assemblée de l'Union du PCT admet que ce système ne soit pas encore en place à la date de nomination par l'assemblée, mais il devra être opérationnel au moins à la date d'entrée en service de l'administration internationale, au plus tard 18 mois environ après la date de nomination. Il suffit donc que ce système soit *entièrement planifié* à la date de nomination et, de préférence que des systèmes similaires soient déjà opérationnels pour le travail de recherche nationale et d'examen.

20. Au cours de cette période d'évaluation, et sur la base de cet échange d'informations entre toutes les institutions coopérantes, l'Institut a élaboré une *planification* particulière, de manière que le système de gestion de la qualité du PCT soit prêt à la date de dépôt de la candidature (mars 2016) et adapté au libellé du chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT. Il convient de souligner notamment les points suivants :

- la nouvelle déclaration de principes dans l'énoncé de la politique en matière de qualité;
- la restructuration du système de gestion de la qualité : les nouveaux organigrammes des services en charge de la qualité reflètent la philosophie PDCA (planifier-exécuter-contrôler-agir);
- l'Institut a entamé les procédures d'obtention des certifications ISO 9001 et ISO 27001 dans le courant de 2016, qui serviront de référence normative pour le système de gestion de la qualité, afin d'en accroître l'efficacité;
- l'enregistrement des stratégies de recherche pour tous les rapports de recherche intégrés dans le système informatique de l'Institut turc des brevets (système de gestion des dossiers de brevets PATUNA);
- les listes de pointage permettant de vérifier tous les rapports de recherche internationale selon le formulaire ISA/210 (également intégré au système PATUNA).

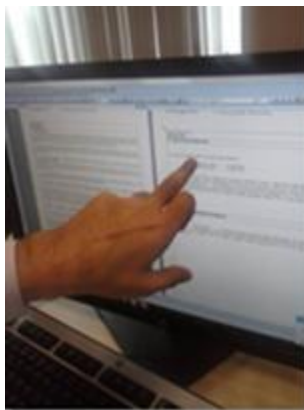
21. L'Institut s'est efforcé de concevoir un système de gestion de la qualité adapté de manière à ce qu'il soit totalement prêt dès maintenant à faire face à l'activité prévue au titre du PCT.

DOCUMENTATION MINIMALE DU PCT. OUTILS INFORMATIQUES ET BASES DE DONNÉES

22. L'Institut est un "bureau sans papier", 95% des demandes étant reçues et traitées en ligne. Chaque demande est numérisée, ce qui a permis de réduire spectaculairement l'espace physique nécessaire aux dossiers.

23. Quant à l'examen des brevets, c'est un système informatique propre à l'Institut, le système de gestion des dossiers de brevets PATUNA, qui l'effectue. Il permet d'établir les rapports de recherche et les opinions écrites sur des formulaires similaires à ceux de l'OEB ou du PCT.

24. À l'issue de l'évaluation, certaines fonctionnalités exigées des systèmes de gestion de la qualité ont été incorporées dans le système PATUNA, par exemple les listes de pointage et l'enregistrement des stratégies de recherche.



Système informatique d'établissement des rapports de recherche PATUNA

25. Dans un souci de transparence, il convient de noter que l'Institut permet au public d'inspecter les documents en ligne après la publication des brevets.
26. Un échange intensif d'expériences s'est instauré au cours de l'évaluation à propos de la façon de respecter l'exigence de documentation minimale du PCT et en particulier de littérature non-brevet, telle qu'énoncée dans la règle 34. Toutes les bases de données utilisées par l'Institut ont été comparées à celles que l'Office espagnol des brevets et des marques utilise, et les différences évaluées. Il faut noter que le point de départ de l'Institut était déjà très élevé, la base de données EPOQUEnet étant à la disposition de tous les examinateurs de brevets.
27. Un certain nombre de bases de données dont l'Institut pourrait avoir besoin ont été identifiées, en particulier BIOSIS, COMPENDEX, EMBASE et INSPEC.
28. De même, l'accès à la base de données internationale STN a été jugé essentiel car elle est surtout utilisée dans les domaines chimique, pharmaceutique, alimentaire et biotechnologique. La base STN permet de commencer une recherche à l'aide du dessin de la formule chimique que l'examineur saisit dans le système. Cela permet d'étendre des recherches au-delà de celles qui sont effectuées à l'aide de la classification ou de mots-clés.
29. Grâce à ce conseil, l'Institut a signé un contrat avec le Chemical Abstract Service (CAS) qui donne accès à la base STN. Le contrat prévoit aussi une formation des examinateurs.
30. L'Office espagnol des brevets et des marques a aussi évalué des bases de données gratuites. Il a mis l'accent sur celles qui sont utilisées pour la recherche de séquences génétiques, fournies par l'EMBL-EBI (Laboratoire européen de biologie moléculaire – Institut européen de bio-informatique) dont l'interface ChEMBL permet des recherches sur la base du dessin de la formule. L'Office espagnol accède aussi à la Freedom Collection, publiée par la plate-forme de diffusion ScienceDirect de l'éditeur Elsevier. Une autre base de données gratuite est celle du NCBI (National Center for Biotechnology Information), situé aux États-Unis d'Amérique.
31. S'agissant d'articles de revues, l'Institut peut s'appuyer sur une importante source officielle locale, les bases de données du Conseil turc de la recherche scientifique et technologique incluant EBSCOhost (qui donne accès à 375 bases de données en texte intégral, une collection de plus de 600 000 livres électroniques, des index thématiques, des références médicales des points d'intervention, et tout un ensemble d'archives historiques numérisées). Des conseils ont également été donnés sur la manière dont l'Office espagnol des brevets et des marques procède lorsqu'un article donné est difficile à obtenir, même dans des bases de données en texte intégral telles que celles d'Elsevier. Dans ces circonstances exceptionnelles, l'Office espagnol des brevets et des marques s'adresse à la British Library et commande

l'article. Pour accéder à ce service fourni par la British Library, il faut signer au préalable un contrat de service. Des informations ont également été données à ce sujet.

32. À l'issue de toute cette procédure, il a été établi que les bases de données utilisées actuellement par l'Institut sont les suivantes :

- EPOQUENet, y compris l'accès à l'Index mondial des brevets Derwent (DWPI);
- Bases de données commerciales telles que IEEE Xplore, Elsevier, Springer;
- Base de données nationale turque des brevets (PATUNA), bases de données du Conseil turc de la recherche scientifique et technologique, y compris EBSCOhost;
- STN, y compris BIOSIS, CAPLUS, Embase, MEDLINE, base de données de l'American Chemical Society (ACS);
- XPAIP (American Institute of Physics);
- XPI3E (Institute of Electrical and Electronics Engineers);
- XPIEE (Institution of Electrical Engineers);
- XPESP (Elsevier- ScienceDirect);
- TDB;
- XPIETF;
- XPIPCOM;
- XPJPEG;
- XPMISC;
- XPTK;
- XPOAC;
- XP3GPP.

33. L'accès de l'Institut à la documentation des brevets et à la littérature non-brevet est loin de se limiter à la documentation minimale requise par la règle 34. L'Institut satisfait donc largement aux exigences stipulées dans les règles 36.1.ii) et 63.1.ii) du règlement d'exécution du PCT.

CAPACITÉ DES EXAMINATEURS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET D'EXAMEN. FORMATION.

34. Les 103 examinateurs de brevets que l'Institut emploie actuellement sont au minimum titulaires d'une licence; 47% d'entre eux possèdent ou préparent aussi une maîtrise ou un doctorat. Le recrutement de nouveaux examinateurs au sein de l'Institut est donc un processus très délicat. Les conditions requises pour devenir un examinateur de brevets débutant à l'Institut sont les suivantes :

- être titulaire au minimum d'une licence dans une discipline pertinente, et, de préférence, d'une maîtrise ou d'un doctorat;
- connaître une langue étrangère (au moins une langue, de préférence l'anglais);

- obtenir une bonne note lors de l'examen de sélection d'agents de la fonction publique;
- réussir l'examen spécial (écrit et oral) de l'Institut

35. Une fois recrutés, les examinateurs de brevets débutants peuvent être promus examinateurs de brevets à condition :

- de réussir l'examen de candidature à la fonction publique,
- de présenter dans le domaine technique pertinent une thèse approuvée par le jury
- de réussir le test écrit de compétence,

36. Les examinateurs de brevets se répartissent de la manière suivante selon leurs domaines de spécialité :

Domaine technique	Nombre d'examineurs (en équivalent plein temps)
Mécanique	45
Électricité/électronique	29
Chimie	23
Biotechnologie	6
<i>Total</i>	<i>103</i>

37. S'agissant de la méthode de recherche et d'examen suivie par les examinateurs, un échange d'informations approfondi avec le groupe de travail chargé des directives de l'Institut turc des brevets a eu lieu pendant la visite d'évaluation. Cette méthode est très bien conçue et exhaustive. L'Institut a adapté les directives du PCT et les a harmonisées avec ses propres manuels.

38. En ce qui concerne la formation des examinateurs, des débats ont eu lieu avec le groupe de planification de la formation de l'Institut, sur la base de son plan de formation qui est tout à fait similaire à celui de l'Office espagnol des brevets et des marques. L'Institut organise des sessions de formation en matière de droit des brevets, d'examen quant à la forme et d'examen quant au fond, de nouveauté, d'activité inventive, de possibilité d'application industrielle, d'unité, de clarté, de bases de données (EPOQUENET, ESPACENET, etc.), de systèmes de classement (CIB, CPC), ainsi que des cours de langue. Les examinateurs doivent en outre suivre des cours d'enseignement à distance dispensés par l'OMPI et l'OEB.

39. Ce plan de formation est tout à fait exhaustif, et la nouvelle fonction de l'Institut en qualité d'administration internationale du PCT nécessitera un programme de formation particulier en matière de PCT : les examinateurs se familiariseront avec les sujets spécifiques du PCT, sous une forme différente des procédures habituelles suivies par les offices nationaux. Seront concernées, par exemple, les procédures du PCT pour les inventions non brevetables en Turquie, l'unité d'invention dans le PCT, la façon de remplir les formulaires du PCT, etc. L'Institut a élaboré à cet effet un plan de formation spécifique sur le PCT, qui aborde de nouveaux aspects du PCT qui diffèrent des procédures nationales.

40. Le plan de formation de l'Institut envisage d'envoyer tous les examinateurs de brevets se former à l'OEB et dans d'autres offices internationaux des brevets. À l'heure actuelle, tous les examinateurs ont suivi une formation à l'étranger.

41. L'Institut satisfait ainsi aux exigences formulées dans les règles 36.1.i) et 63.1.i) du règlement d'exécution du PCT, qui stipulent que "*l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches*".

CONCLUSIONS

42. Le mémorandum d'accord adopté en 2014 par l'Assemblée de l'Union du PCT recommandait vivement de solliciter l'assistance d'une ou plusieurs administrations internationales existantes du PCT. À cet égard, la collaboration de l'Office espagnol des brevets et des marques s'est déroulée selon deux axes distincts.

43. En premier lieu, toutes les informations possibles ont été communiquées à l'Institut, et toute l'assistance nécessaire a été dispensée pour que l'Institut devienne une nouvelle administration internationale du PCT. En ce sens, le travail avec l'Institut s'est déroulé de manière très fluide, et il faut souligner les efforts, l'esprit de collaboration et le dynamisme dont l'Institut a fait preuve afin d'obtenir sa nomination.

44. On peut dire que l'Institut a largement surmonté toutes les difficultés rencontrées en un temps record, même si le niveau de départ de l'Institut était déjà très élevé et très proche de l'objectif poursuivi.

45. En second lieu, l'assistance technique fournie par l'Office espagnol des brevets et des marques consistait à rendre compte au Comité de coopération technique de toutes les observations de cette évaluation. Ce rapport, présenté ici, reflète ces observations en détail et permettra aux membres du comité de disposer d'une base très solide pour évaluer correctement la demande de l'Institut.

46. Le présent rapport conclut qu'à ce stade, l'Institut satisfait à toutes les exigences énoncées dans les règles 36 et 63 du règlement d'exécution du PCT et qu'il remplit les nouvelles conditions formulées dans le mémorandum d'accord signé par l'Assemblée de l'Union du PCT en 2014. L'Office espagnol des brevets et des marques émet donc une opinion favorable à la nomination de l'Institut turc des brevets en qualité de nouvelle administration internationale du PCT.

Date du rapport : 8 mars 2016

Javier Vera
Conseiller technique
Office espagnol des brevets et des marques
Pº Castellana 75, 28071 Madrid (Espagne)
Téléphone : +34 91 3495350
Adresse électronique : javier.vera@oepm.es

[Le document PCT/CTC/29/3 suit]

Traité de coopération en matière de brevets (PCT) **Comité de coopération technique**

Vingt-neuvième session
Genève, 17 – 20 mai 2016

RÉSUMÉ PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : OUVERTURE DE LA SESSION

1. M. Claus Matthes (OMPI), en qualité de secrétaire du comité, a ouvert la session et a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Directeur général.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT ET DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS

2. Le comité a élu à l'unanimité M. Maximiliano Santa Cruz (Chili) président de la session. Il n'a pas été nommé de vice-présidents.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. Le comité a adopté le projet d'ordre du jour tel qu'il était proposé dans le document PCT/CTC/29/1.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : AVIS À DONNER À L'ASSEMBLÉE DE L'UNION DU PCT CONCERNANT LA PROPOSITION DE NOMINATION DE L'INSTITUT TURC DES BREVETS EN QUALITÉ D'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SELON LE PCT

4. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document PCT/CTC/29/2.

5. La délégation de la Turquie a présenté la candidature de l'Institut turc des brevets à la nomination en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et

d'administration chargée de l'examen préliminaire international selon le PCT. La première partie de l'introduction présentait des informations générales sur la Turquie, notamment en ce qui concerne les indicateurs économiques et le système de propriété intellectuelle du point de vue des politiques en matière de R-D et d'innovation. La deuxième partie portait sur les capacités institutionnelles de l'Institut turc des brevets d'assumer ses fonctions. La troisième partie contenait des informations détaillées sur la façon dont les procédures de nomination des administrations internationales avaient été gérées et sur la façon dont l'Institut turc des brevets remplissait les exigences minimales énoncées aux règles 36.1 et 63.1.

6. Cette introduction était suivie des rapports établis par l'Office coréen de la propriété intellectuelle et par l'Office espagnol des brevets et des marques à la suite des visites faites à l'Institut turc des brevets, conformément à la recommandation figurant dans l'accord de principe adopté par l'Assemblée du PCT en 2014, selon laquelle "tout office national ou organisation intergouvernementale [...] candidat à la nomination est vivement encouragé à demander l'assistance d'une ou plusieurs administrations internationales existantes avant de présenter sa candidature formelle, afin de déterminer plus précisément dans quelle mesure il remplit les critères". Ces deux offices ont conclu que l'Institut turc des brevets remplissait les critères applicables à la nomination.

7. Un grand nombre de délégations se sont déclarées favorables à la nomination de l'Institut turc des brevets en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international. Ces délégations ont déclaré que l'Institut turc des brevets avait démontré qu'il remplissait les critères applicables à la nomination. Plusieurs délégations ont indiqué que sa situation géographique, à l'intersection de trois continents, lui donnait la possibilité de promouvoir le système du PCT en dehors des frontières de l'Europe, en Asie et au Moyen-Orient et d'améliorer également la qualité des services fournis aux utilisateurs du PCT dans cette région.

8. Une délégation a relevé que la candidature de l'Institut turc des brevets contenait de nombreux éléments qui figuraient déjà dans le projet de formulaire de candidature type qui avait été examiné par le Sous-groupe chargé de la qualité de la Réunion des administrations internationales instituées en vertu du PCT. La délégation estimait que la candidature de l'Institut turc des brevets témoignait de la valeur de l'information fournie aux fins de la procédure de nomination en qualité d'administration internationale et souhaitait qu'une recommandation soit formulée à la prochaine réunion du Sous-groupe chargé de la qualité en ce qui concerne le formulaire de candidature type.

9. En réponse aux suggestions formulées par une délégation, la délégation de la Turquie a déclaré que l'Institut turc des brevets s'engageait à respecter les normes les plus rigoureuses en matière de sélection et de formation des examinateurs. Il s'efforçait d'augmenter la proportion d'examineurs titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat. De plus, la thèse qui était exigée pour devenir examinateur principal était en soi d'un niveau égal, voire supérieur, à celui demandé pour une maîtrise. Une des priorités était également d'améliorer les connaissances linguistiques des examinateurs.

10. En réponse à une question posée par une autre délégation, la délégation de la Turquie a déclaré que, à partir de la fin de l'année, l'Institut turc des brevets ne sous-traiterait plus de demandes à d'autres offices.

11. La délégation de la Turquie a remercié toutes les délégations qui avaient exprimé leur soutien et en particulier l'Office coréen de la propriété intellectuelle et l'Office espagnol des brevets et des marques pour leur aide. Grâce à ces marques de soutien, l'Institut turc des brevets était plus que jamais déterminé à servir les utilisateurs du système du PCT dans le respect des normes les plus rigoureuses en matière de qualité.

12. Le comité est convenu à l'unanimité de recommander à l'Assemblée de l'Union du PCT que l'Institut turc des brevets soit nommé en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international selon le PCT.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉSUMÉ PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT

13. Le comité a pris note du présent résumé, établi sous la responsabilité du président, et est convenu de le transmettre à l'Assemblée de l'Union du PCT, pour attester de l'avis donné au titre du point 4 de l'ordre du jour.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : CLÔTURE DE LA SESSION

14. Le président a prononcé la clôture de la session le 20 mai 2016.

[Fin du document]